



Emploi et
Développement social Canada

Employment and
Social Development Canada

Maintenant et demain

L'excellence dans tout ce que nous entreprenons



Évaluation sommative de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés

Rapport Final
Mai 2014

Direction générale de la politique stratégique et de la recherche

SP-1060-05-14F

Canada



*Évaluation sommative
de l'Initiative ciblée
pour les travailleurs âgés*

Rapport final

Évaluation des partenariats
Direction de l'évaluation
Direction générale de la politique stratégique et de la recherche
Emploi et Développement social Canada

5 mai 2014

Vous pouvez télécharger cette publication en ligne à :
<http://www12.rhdcc.gc.ca>

Ce document est offert sur demande en médias substituts (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2014

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction :
droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca

PDF

N° de cat. : Em20-10/2014F-PDF

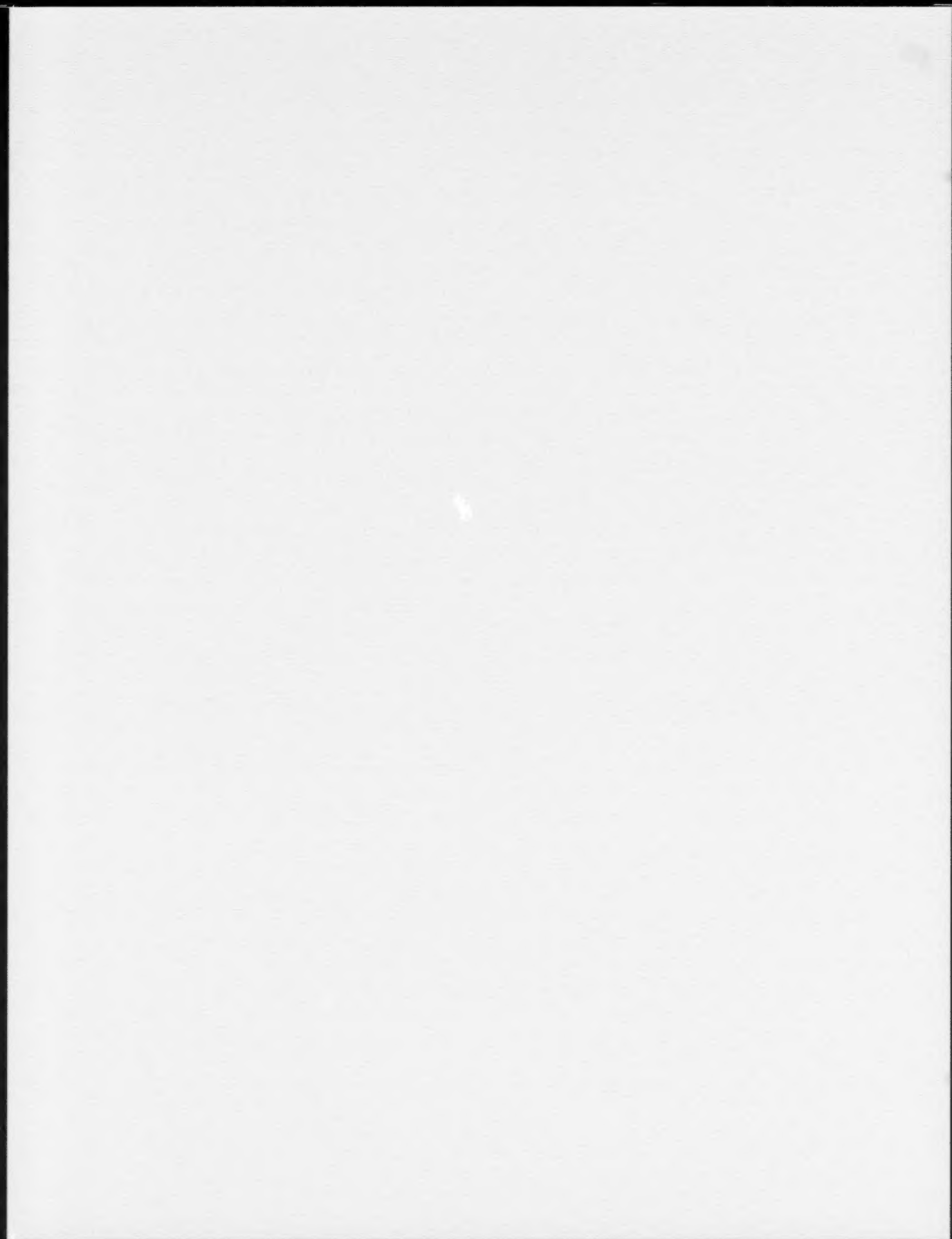
ISBN/ISSN : 978-0-660-22440-4

EDSC

N° de cat. : SP-1060-05-14F

Table des matières

Liste des acronymes	vii
Sommaire	ix
Réponse de la direction.....	xiii
1. Introduction.....	1
2. Méthodologie	3
3. Pertinence	5
4. Rendement – Profil des clients et résultats	7
5. Rendement – Impacts différentiels et attribution du programme	19
6. Efficacité et rentabilité – Coûts du programme	25
7. Conclusions et recommandations	27
8. Annexe A	31

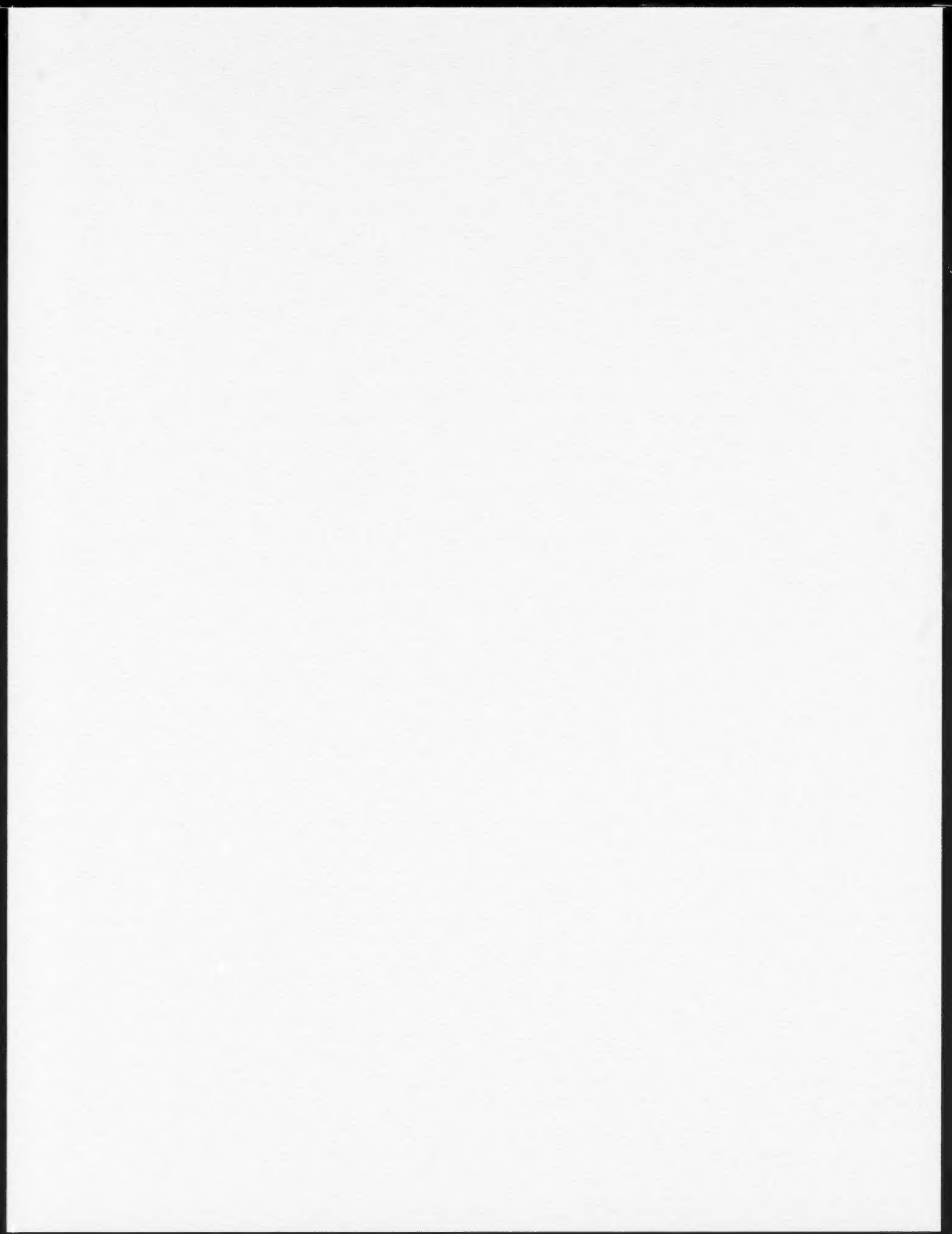


Liste des figures

Figure 4.1	Résultats des participants à l'ICTA sur le plan de l'emploi	10
Figure 4.2	Revenus d'emploi annuels moyens (en milliers de dollars) des participants ayant entrepris le programme en 2008 ou en 2009 (selon le sexe)	12
Figure 4.3	Revenus d'emploi annuels moyens (en milliers de dollars) des participants ayant entrepris le programme en 2008 ou en 2009 (par groupe d'âge)	13
Figure 4.4	Revenu total moyen des participants à l'ICTA selon le groupe d'âge.....	16

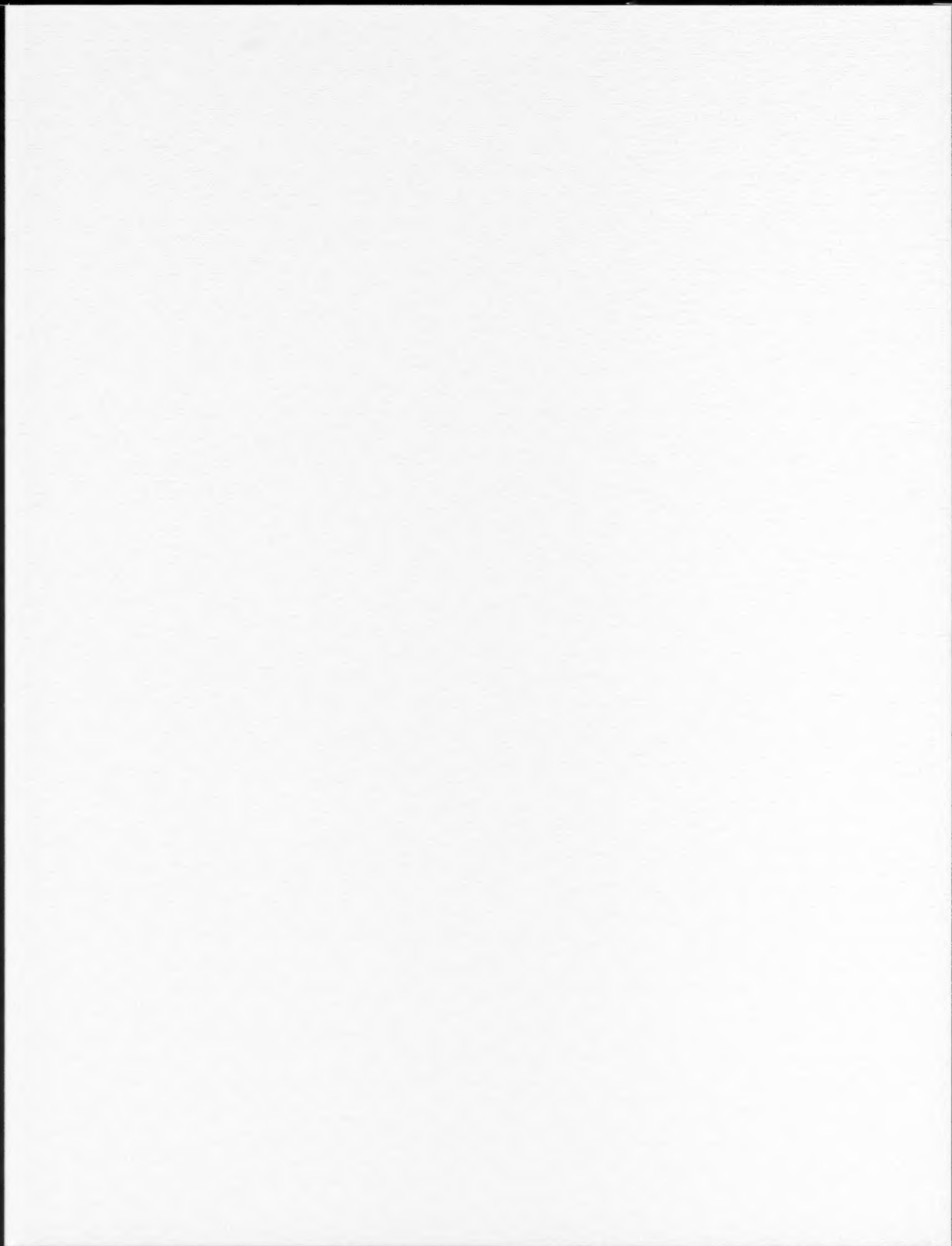
Liste des tableaux

Tableau 4.1	Revenus des participants avant et après leur participation à l'ICTA selon la source de revenu et le groupe d'âge	17
Tableau 5.1	Revenus annuels moyens des participants à l'ICTA et des membres du groupe de comparaison avant et après la participation (en milliers de dollars).....	20
Tableau 5.2	Variation des revenus annuels moyens des participants à l'ICTA et des membres du groupe de comparaison par rapport à l'année précédant le début de la participation	21
Tableau 5.3	Pourcentage de participants à l'ICTA et de membres du groupe de comparaison occupant un emploi avant et après la participation	22
Tableau 5.4	Variation du pourcentage de participants à l'ICTA et de membres du groupe de comparaison occupant un emploi par rapport à l'année précédant le début de la participation	22



Liste des acronymes

DGCE	Direction générale des compétences et de l'emploi
EDMT	Ententes sur le développement du marché du travail
EDSC	Emploi et Développement social Canada
ICTA	Initiative ciblée pour les travailleurs âgés
NAS	Numéro d'assurance sociale
REER	Régime enregistré d'épargne-retraite
RPC	Régime de pensions du Canada
SAE	Services d'aide à l'emploi
SV	Sécurité de la vieillesse



Sommaire

Ce rapport présente les constatations et les conclusions ainsi que les recommandations de l'évaluation sommative de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA). L'ICTA a été mise en place en 2006 en vue d'aider les travailleurs âgés sans emploi de collectivités vulnérables à réintégrer le marché du travail et à améliorer leurs perspectives d'emploi. En mars 2012, un total de 343 projets relatifs à l'ICTA avait été approuvé dans l'ensemble du Canada. L'ICTA a permis d'aider 12 737 participants (ce nombre exclut le Québec¹) entre 2007 et 2011, soit une moyenne d'environ 2 500 personnes par année. Le coût moyen du programme par participant est estimé à environ 7 000 \$.

Le profil des participants à l'ICTA indique que la moitié des participants (50 %) détenaient au plus un diplôme d'études secondaires (dont 24 % n'ont pas terminé leurs études secondaires), alors que la moitié ont fait des études postsecondaires, dont 26 % ont obtenu un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires et 11 % ont obtenu un diplôme universitaire. Plus de la moitié des participants (55 %) ont vécu récemment une perte d'emploi, soit pendant l'année où ils ont adhéré au programme de l'ICTA (24 %) ou pendant l'année ayant précédé leur adhésion (31 %). De plus, environ un participant sur cinq à l'ICTA a quitté le marché du travail au moins deux ans avant sa participation.

Constatations clés relatives aux résultats de l'ICTA

- Dans l'ensemble, 75 % des répondants à l'enquête ont trouvé un emploi rémunéré à la suite de leur participation à l'ICTA.
- La majorité des anciens participants à l'ICTA qui ont répondu à l'enquête estiment que leur participation à l'ICTA a amélioré leur employabilité.
- Environ la moitié des personnes qui ont travaillé après leur participation ont trouvé un emploi dans un autre secteur d'activité.
- La majorité des anciens participants à l'ICTA qui ont répondu à l'enquête (82 %) étaient satisfaits des activités réalisées ou de la formation reçue.
- Deux ans après leur participation, les participants à l'ICTA ont vu leur revenu annuel diminuer de 1 600 \$ comparativement à un revenu total moyen de 12 800 \$ pendant l'année précédant leur participation.

¹ Le Québec est exclu des résultats de l'évaluation sommative, puisque cette province mène sa propre évaluation du programme de l'ICTA pour ses clients. On peut obtenir des renseignements sur les résultats pour l'ensemble des autres provinces et territoires en consultant l'enquête auprès des participants.

Impacts différentiels de l'ICTA (résultats attribuables au programme)

Une analyse des impacts différentiels a été effectuée afin de déterminer la différence entre les résultats des personnes selon qu'elles ont profité des interventions offertes dans le cadre de l'ICTA ou qu'elles ont bénéficié d'un traitement restreint qui consistait en des Services d'aide à l'emploi, dans le cadre d'un autre programme². Les résultats sont résumés ci-dessous :

- Les participants à l'ICTA étaient plus susceptibles que les non-participants de trouver un emploi (écart de six points de pourcentage).
- En se servant du revenu comme indicateur d'emploi, aucune différence n'a été observée entre le revenu d'emploi des participants à l'ICTA et le revenu d'emploi du groupe de comparaison de travailleurs âgés. Cela signifie que l'ICTA a eu un effet similaire sur le revenu des participants comparativement aux personnes ayant reçu un traitement restreint qui consistait en des services d'aide à l'emploi dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail.
- Rien n'indique que l'ICTA a eu une incidence sur le recours à l'assurance-emploi ou sur les prestations d'aide sociale reçues.
- Dans l'ensemble, les résultats obtenus sont semblables, hommes, femmes et travailleurs âgés dans diverses catégories d'âge (50 à 54 ans, 55 à 59 ans, 60 à 64 ans et 65 ans et plus) confondues.

En ce qui concerne l'impact net relatif au revenu, il importe de mentionner qu'un examen de la documentation révèle que les travailleurs âgés licenciés tendent à éprouver de la difficulté à rétablir leur niveau de revenu lorsqu'ils commencent un autre emploi.

Selon son mandat, l'ICTA vise à « soutenir les travailleurs âgés au chômage des collectivités vulnérables grâce à des activités destinées à les aider à retourner au travail. [...] Là où il est peu probable que des emplois soient immédiatement créés, les activités peuvent viser à accroître l'employabilité des travailleurs âgés et à faire en sorte qu'ils demeurent des participants actifs et productifs sur le marché du travail pendant que leur collectivité traverse une période d'adaptation ».

Le profil des participants à l'ICTA indique que la plupart de ceux-ci faisaient partie du groupe d'âge principal, soit le groupe des 55 à 64 ans, et que les projets ont été réalisés au sein de collectivités comptant une population de 250 000 habitants ou moins ou dans des régions éprouvées par un taux de chômage élevé ou des réductions importantes de l'effectif d'un

² Reconnaissant que les résultats de l'évaluation sommative ne tiennent pas compte du Québec, il convient également de souligner que l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et le Nunavut ont été exclus de l'analyse des impacts différentiels parce que les données de l'Agence du revenu du Canada étaient disponibles jusqu'à 2011 seulement. Par conséquent, les données requises concernant les deux années postérieures au programme n'étaient pas disponibles étant donné que ces provinces et territoires ont signé une entente de contribution visant à offrir l'ICTA à la fin de 2009 ou en 2010.

employeur principal. Les résultats de l'enquête menée auprès des participants et l'analyse des impacts différentiels révèlent que l'ICTA a amélioré l'employabilité des participants. Par conséquent, l'ICTA a atteint l'objectif fixé. Cependant, les résultats de l'évaluation mettent aussi en évidence des défis à relever pour les travailleurs âgés, notamment le revenu d'emploi des participants à l'ICTA demeure moins élevé que celui des participants du groupe de comparaison, et les participants à l'ICTA continuent de toucher un revenu moins élevé deux ans après leur participation. Les résultats laissent croire que le programme a pu atténuer l'incidence négative d'un retour sur le marché du travail chez les participants.

Recommandations

À partir des résultats de l'évaluation sommative, les recommandations suivantes ont été formulées en vue d'effectuer un suivi.

Constatation n° 1 : Bien qu'une analyse limitée des impacts différentiels ait été réalisée dans le cadre de l'évaluation au moyen d'une méthode novatrice, il aurait été possible de mener une analyse plus opportune et rigoureuse si les numéros d'assurance sociale (NAS) des participants avaient été recueillis de façon à faciliter l'identification des participants et l'établissement de liens entre les données sur la participation au marché du travail de l'Agence du revenu du Canada et de l'assurance-emploi. La portée des évaluations futures est limitée par l'absence de NAS.

Recommandation n° 1 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme sollicite la participation des intervenants clés pour étudier la possibilité de recueillir le numéro d'assurance sociale des participants au cours des années à venir.

Constatation n° 2 : L'évaluation a révélé des incohérences relatives à la collecte de données administratives entre les différentes administrations. La diversité des champs de données et des plateformes utilisés par les provinces et les territoires a créé des problèmes lors de la fusion des données aux fins de l'analyse globale.

Recommandation n° 2 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme s'efforce d'améliorer les méthodes actuelles en ce qui concerne la réception et la saisie des renseignements sur les clients provenant des différentes administrations.

Constatation n° 3 : D'autres études sont nécessaires afin de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les participants à l'ICTA et les clients des services d'aide à l'emploi réussissent aussi bien les uns que les autres en ce qui concerne la participation au marché du travail et l'employabilité. En moyenne, les participants à l'ICTA sont inscrits pendant 4,4 mois. Chaque intervention des SAE dure en moyenne six semaines (les clients des SAE peuvent prendre part à plusieurs interventions des SAE). La distinction entre les deux programmes est importante : les clients des SAE peuvent bénéficier d'une seule intervention ou de plusieurs brèves interventions comme l'aide à la recherche d'emploi, la préparation aux entrevues, une courte formation en informatique et l'évaluation des acquis antérieurs. Les participants à l'ICTA, quant à eux, se voient offrir, dans le cadre de

programmes de groupe, un ensemble d'activités d'aide à l'emploi (comme la rédaction de C.V., les techniques d'entrevue et le counseling) et de services d'aide à l'employabilité (comme l'acquisition de nouvelles compétences, la mise à niveau des compétences essentielles et l'expérience de travail) qui visent à favoriser le développement du capital humain. Ces activités sont donc, en général, plus longues et plus complètes. Par ailleurs, tous les projets de l'ICTA ont offert un soutien du revenu aux participants sous forme d'allocations, de salaire ou de subventions salariales.

Recommandation n° 3 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme continue d'examiner les publications internationales sur les programmes du marché du travail offerts aux travailleurs âgés afin de déterminer quelles leçons apprises et pratiques exemplaires pourraient être appliquées à l'ICTA de façon à produire des résultats des plus rentables.

Réponse de la direction

Introduction

La Direction générale des compétences et de l'emploi (DGCE) aimerait remercier toutes les personnes ayant participé à la réalisation de l'évaluation sommative de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA). En particulier, la DGCE reconnaît l'apport des provinces et des territoires, des informateurs clés ainsi que des participants ayant répondu aux enquêtes. La DGCE accepte les résultats de l'évaluation, et propose la réponse de la direction ci-dessous.

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) est une initiative à frais partagés entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. Cette initiative vise à aider les travailleurs âgés (habituellement de 55 à 64 ans) sans emploi de petites collectivités vulnérables à retourner au travail. Elle est destinée aux villes et aux municipalités de 250 000 habitants et moins éprouvées par un taux de chômage élevé ou par des fermetures ou des réductions importantes des effectifs. Dans le cadre de l'ICTA, les provinces et les territoires doivent cibler des collectivités particulières et concevoir et exécuter des projets, normalement par l'entremise d'organisations communautaires.

Dans les marchés du travail où il est peu probable que des emplois soient immédiatement créés, les activités peuvent viser à accroître l'employabilité des travailleurs âgés et à faire en sorte qu'ils demeurent des participants actifs et productifs sur le marché du travail pendant que leur collectivité traverse une période d'adaptation.

Tous les projets offrent des programmes de groupe proposant une combinaison d'approches qui peuvent notamment comprendre l'acquisition de nouvelles compétences, des techniques de recherche d'emploi, une expérience de travail ou une aide pour devenir travailleur autonome. Un soutien du revenu est aussi offert.

D'abord annoncée en 2006 comme une initiative temporaire de deux ans, l'ICTA a ensuite été prolongée dans les budgets de 2008, de 2011 et de 2014 respectivement. La plus récente prolongation de trois ans de l'ICTA annoncée dans le budget de 2014 représente le troisième renouvellement de cette initiative.

L'ICTA vise à compléter d'autres types de programmes du marché du travail qui sont offerts actuellement, notamment les Ententes sur le marché du travail, les Ententes de développement du marché du travail (EDMT) et les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées.

Principaux résultats

Les résultats de l'évaluation sommative cadrent avec les résultats de l'évaluation formative antérieure qui a permis de conclure que : « les résultats sur le marché du travail pour les participants ont été très positifs ». Dans l'ensemble, l'évaluation sommative a révélé que 75 % des répondants à l'enquête ont trouvé un emploi rémunéré à la suite de leur participation à un projet de l'ICTA. La majorité (73 %) des répondants à l'enquête qui ont occupé un emploi après la fin du programme ont indiqué qu'ils avaient réussi à trouver un emploi qui correspondait, dans une certaine mesure, à leurs attentes.

Ces résultats sont positifs puisque l'évaluation formative a révélé que les participants à l'ICTA habitent au sein de collectivités où les perspectives d'emploi sont limitées (94 % d'entre elles sont touchées par une réduction importante des effectifs et 60 % d'entre elles ont un taux de chômage d'au moins 10 %). De plus, l'évaluation sommative a permis de démontrer que quelques participants ont un faible niveau de scolarité (24 % ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires), ont des antécédents professionnels caractérisés par l'instabilité (la majorité des participants [55 %], et ont perdu leur emploi récemment, soit pendant l'année de leur adhésion à l'ICTA [24 %] ou pendant l'année antérieure [31 %]).

Environ la moitié des personnes qui ont travaillé après leur participation ont trouvé un emploi dans un autre secteur d'activité.

Les répondants à l'enquête relative à l'ICTA ont aussi indiqué que leur participation à l'ICTA avait amélioré leur employabilité :

- La majorité des participants (69 %) étaient d'avis qu'ils avaient amélioré leur employabilité grâce aux services reçus, et 62 % ont admis que les activités et la formation leur avaient permis de trouver plus rapidement un emploi.
- La majorité des participants (64 %) étaient d'avis que les compétences acquises étaient en lien avec les perspectives d'emploi dans leur région, et 67 % ont indiqué que leur participation à l'ICTA les avait « passablement » aidés ou « considérablement » aidés à trouver un emploi par la suite.
- Le taux de satisfaction à l'égard du programme de l'ICTA était élevé. Huit répondants à l'enquête sur dix (82 %) ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de la formation ou des activités auxquelles ils avaient participé. En réalité, plus de la moitié des répondants (55 %) étaient « fortement d'accord » lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que la formation et les activités étaient satisfaisantes.

Impacts différentiels:

- Dans l'ensemble, l'analyse des impacts différentiels révèle que les participants à l'ICTA étaient plus susceptibles d'occuper un emploi après la fin du programme que les participants ayant bénéficié d'un traitement restreint qui consistait en des services d'aide à l'emploi dans le cadre d'autres programmes. En particulier, les participants à l'ICTA étaient plus susceptibles que les non-participants à l'ICTA de trouver un emploi (écart de six points de pourcentage).

- En ce qui concerne le revenu d'emploi, les publications récentes laissent croire que les travailleurs âgés licenciés tendent à éprouver de la difficulté à rétablir leur niveau de revenu lorsqu'ils réintègrent le marché du travail. Par exemple, une enquête menée par Statistique Canada en 2008 révèle que près de la moitié des personnes licenciées touchent un revenu inférieur d'au moins 25 % dans leur nouvel emploi. L'évaluation sommative de l'ICTA a permis de constater que les participants de l'ICTA, par contre, avaient vu leurs revenus diminuer d'environ 13 % seulement. Cela laisse supposer que le programme de l'ICTA a probablement permis d'atténuer davantage les incidences négatives d'un retour sur le marché du travail chez les participants que chez les personnes n'y ayant pas participé.

Recommandations et mesures de suivi

Trois recommandations relatives aux mesures de suivi découlent de l'évaluation de l'ICTA.

Mesure de suivi n° 1 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme sollicite la participation des intervenants clés pour étudier la possibilité de recueillir le numéro d'assurance sociale des participants au cours des années à venir.

Selon les responsables du programme, l'absence du numéro d'assurance sociale des participants peut représenter un défi pour les prochaines évaluations sommatives de l'ICTA. Cependant, l'utilisation des numéros d'assurance sociale (NAS) est régie par la Directive sur le numéro d'assurance sociale du Conseil du Trésor (2008).

Le Ministère évaluera les exigences nécessaires en matière de protection des renseignements personnels afin de demander les autorisations requises pour la collecte des NAS et mobilisera les provinces et les territoires sur l'importance de recueillir les NAS pour appuyer les évaluations de programme.

Si tel est le cas, il faudra tenir des discussions avec les provinces et territoires au sujet de l'intégration de clauses appropriées pour appuyer la collecte et la transmission des NAS dans les nouvelles ententes sur l'échange de renseignements qui devraient être négociées et mises en œuvre entre le gouvernement du Canada et l'ensemble des provinces et territoires en 2014-2015.

S'il est impossible d'utiliser les données relatives au NAS à des fins d'évaluation, le secteur de programme continuera de travailler de concert avec la Direction de l'évaluation pour établir des solutions de rechange à l'appui d'une évaluation efficace des résultats découlant du programme.

Mesure de suivi n° 2 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme s'efforce d'améliorer les méthodes actuelles en ce qui concerne la réception et la saisie des renseignements sur les clients provenant des différentes administrations.

Le secteur de programme reconnaît que la méthode selon laquelle les données sur les participants à l'ICTA sont reçues des provinces et des territoires et sont entrées dans les systèmes pourrait être améliorée en tirant parti des nouvelles technologies ou d'autres outils d'information sur les clients.

Des discussions préliminaires avec les intervenants internes et externes sont déjà en cours en vue d'étudier d'autres approches qui permettraient de simplifier la collecte et la diffusion des données sur les clients de l'ICTA. Le gouvernement du Canada continuera d'étudier diverses options aux fins de la transmission électronique des données liées à l'ICTA en se fondant sur les leçons apprises des autres ententes (p. ex. EDMT).

Le secteur de programme continuera de collaborer avec les services internes des technologies de l'information (TI) et d'autres secteurs de programme afin d'examiner d'autres solutions qui permettraient d'accélérer le téléchargement des dossiers papier dans les systèmes électroniques à l'appui de l'analyse de l'initiative.

Mesure de suivi n° 3 : La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme continue d'examiner les publications internationales sur les programmes du marché du travail offerts aux travailleurs âgés afin de déterminer quelles leçons apprises et pratiques exemplaires pourraient être appliquées à l'ICTA de façon à produire des résultats des plus rentables.

Dans le cadre de ses pratiques de gestion, le secteur de programme fait régulièrement le point sur le succès et la rentabilité de l'initiative et reconnaît qu'il est important d'évaluer de façon continue les résultats de l'initiative et la mesure dans laquelle celle-ci répond aux besoins liés au marché du travail. Ainsi, le secteur de programme continuera de mener un examen de la littérature canadienne et internationale pour évaluer les exemples de pratiques prometteuses dans les programmes pour les travailleurs âgés qui pourraient être pertinentes pour l'ICTA.

Le secteur de programme favorisera et maintiendra aussi un climat de collaboration propice au partage des pratiques exemplaires entre les provinces et territoires participants de même qu'à la mise en commun des connaissances relatives à d'autres programmes du marché du travail au Canada et à l'étranger. Les priorités actuelles du secteur de programme liées à cet objectif sont de faciliter les communications continues avec des intervenants clés de l'ICTA (p. ex., au moyen d'ateliers annuels et de téléconférences régulières avec des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux), ainsi que de compléter un recueil de pratiques exemplaires pour souligner des exemples de projets novateurs pour l'ICTA dans l'ensemble des provinces et des territoires. Cette dernière priorité démontrera les meilleures pratiques et les leçons apprises dans les programmes de travailleurs âgés dans l'ensemble du pays. On fournira ce recueil à toutes les provinces et aux territoires en 2014-2015 et on le mettra à jour au cours de la période de renouvellement du programme de trois ans (de 2014-2015 à 2016-2017) pour continuer à promouvoir les pratiques efficaces en matière de programmes.

1. Introduction

Ce rapport présente les constatations et les conclusions de l'évaluation sommative du programme de contribution de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA ou le « programme »). Rédigé en conformité avec la Politique sur l'évaluation (2009) du Secrétariat du Conseil du Trésor, le rapport d'évaluation rend compte des questions fondamentales relatives à la pertinence et au rendement, notamment l'atteinte des résultats, l'analyse des impacts différentiels sur l'attribution des résultats au programme et l'analyse des coûts du programme dans le contexte de la participation et des résultats. Le présent document est structuré de la façon suivante :

- L'introduction propose un survol du programme de l'ICTA.
- La section 2 fournit un résumé des méthodes d'évaluation.
- Les sections 3 à 6 présentent les principaux résultats pour chacune des questions d'évaluation.
- La section 7 offre une vue d'ensemble des conclusions et des recommandations.

Description du programme

Selon le mandat du programme, l'ICTA vise à « soutenir les travailleurs âgés au chômage des collectivités vulnérables grâce à des activités destinées à les aider à retourner au travail. [...] Là où il est peu probable que des emplois soient immédiatement créés, les activités peuvent viser à accroître l'employabilité des travailleurs âgés et à faire en sorte qu'ils demeurent des participants actifs et productifs sur le marché du travail pendant que leur collectivité traverse une période d'adaptation. »

Le programme est destiné aux travailleurs âgés de 55 à 64 ans³ ayant perdu leur emploi qui habitent dans des collectivités présentant un taux de chômage élevé persistant ou qui sont fortement dépendantes d'un seul employeur ou secteur d'activité (20 % de la population active) où il y a de nombreuses mises à pied ou une importante fermeture d'entreprise⁴. Dans le budget de 2009 : Le Plan d'action économique du Canada, l'admissibilité des collectivités a été élargie de façon à inclure toutes les villes et les municipalités dont la population s'élève à 250 000 habitants ou moins, peu importe la taille de la région métropolitaine de recensement dans laquelle la ville ou la municipalité est située⁵.

³ Les travailleurs âgés de 50 à 54 ans et de plus de 64 ans sont aussi admissibles, mais ce ne peut être au détriment des demandeurs admissibles de 55 à 64 ans.

⁴ Modalités d'application de l'ICTA, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2012.

⁵ Avant le 1^{er} avril 2009, les petites villes et municipalités situées dans une région métropolitaine de recensement dont la population s'élève à plus de 250 000 habitants n'étaient pas admissibles.

Tous les projets de l'ICTA aident les travailleurs âgés ayant perdu leur emploi à retourner au travail en leur offrant des programmes de groupe qui comprennent un ensemble de services de soutien à l'emploi et à l'employabilité. Les **activités d'aide à l'emploi** comprennent généralement la rédaction de C.V., les techniques d'entrevue, le counseling et les techniques de recherche d'emploi. Les **activités d'amélioration de l'employabilité** comprennent généralement des évaluations, le mentorat par les pairs, la mise à niveau des connaissances essentielles, l'acquisition de nouvelles compétences, la préparation au travail autonome, l'expérience de travail auprès d'un employeur, la mise en valeur du potentiel directement auprès des employeurs ainsi que le suivi et le mentorat après un projet. Tous les projets offrent un soutien du revenu aux participants sous forme d'allocations, de salaire ou de subventions salariales.

Présentée pour la première fois en 2006 en tant qu'initiative temporaire de deux ans à frais partagés entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, l'ICTA est dotée d'un budget de 70 millions de dollars. D'abord une initiative temporaire de deux ans, le programme a été prolongé à trois reprises jusqu'à maintenant, dans les budgets de 2008, de 2011 et de 2014 respectivement. L'ICTA est une initiative à frais partagés dans le cadre d'ententes de contribution entre le Canada, représenté par Emploi et Développement social Canada (EDSC) et les provinces et territoires⁶. Dans l'ensemble, la somme totale investie par le gouvernement fédéral s'élèvera à 270 millions de dollars d'ici le 31 mars 2014, date à laquelle les ententes actuelles relatives à l'ICTA arriveront à échéance.

Depuis quelques années déjà, l'ensemble des provinces et des territoires participent à l'ICTA, mais la mise en œuvre complète du programme dans l'ensemble des provinces et des territoires s'est faite par étape⁷. L'annexe A décrit les affectations budgétaires par province et territoire entre 2007-2008 et 2011-2012. L'ICTA est gérée par la Direction générale des compétences et de l'emploi d'EDSC.

⁶ À l'échelle du programme, le gouvernement fédéral paye jusqu'à un maximum de 70 % des coûts totaux et chaque province et territoire participant contribue pour un minimum de 30 % de ces coûts.

⁷ Le Manitoba, le Nunavut et l'Ontario se sont joints en 2009-2010, et la province d'Alberta s'est jointe en 2010-2011.

2. Méthodologie

Portée

L'évaluation sommative de l'ICTA rend compte des activités réalisées dans l'ensemble des provinces et territoires, à l'exception du Québec⁸, à partir du lancement du programme en octobre 2006 jusqu'au 31 mars 2012. L'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et le Nunavut sont exclus de l'analyse des impacts différentiels parce que les données de l'Agence du revenu du Canada étaient disponibles jusqu'en 2011 seulement. Par conséquent, les données requises concernant les deux années postérieures au programme n'étaient pas disponibles étant donné que ces provinces et territoires ont signé une entente de contribution visant à offrir l'ICTA à la fin de 2009 ou en 2010. Cependant, des renseignements sur les résultats pour ces provinces et territoires sont disponibles dans l'enquête auprès des participants.

Méthodes

Divers champs d'enquête ont été intégrés à la démarche d'évaluation dans le but de réaliser une étude rigoureuse de la pertinence et du rendement du programme. La méthodologie et les constatations ont été soumises à un processus d'examen exhaustif par les pairs. La méthodologie d'évaluation consistait en ce qui suit : une enquête auprès d'anciens participants à l'ICTA; une analyse des impacts différentiels au moyen d'un groupe de comparaison « à traitement restreint »; une étude comparative afin d'examiner l'étendue des pertes d'emploi chez les aînés canadiens résidant dans les mêmes régions géographiques que les participants à l'ICTA; des entrevues menées par des informateurs clés auprès d'employeurs, de représentants de projet, d'agents de programme à EDSC et de représentants des provinces et des territoires; ainsi qu'un examen des principaux documents.

Au total, 2 410 anciens participants à l'ICTA ont répondu à l'enquête. L'échantillon comprenait notamment 227 personnes qui avaient également été interviewées dans le cadre de l'évaluation formative de l'ICTA, ce qui a donné lieu à la réalisation d'une analyse longitudinale, dans une mesure assez limitée toutefois. En moyenne, les répondants ont été interrogés près d'un an et demi (17,9 mois) après la fin de leur participation.

Aux fins de l'étude des impacts différentiels, les résultats des participants à l'ICTA ont été comparés à ceux d'un groupe de personnes âgées de 50 ans et plus habitant dans les mêmes régions géographiques que les participants à l'ICTA. Le groupe de comparaison était composé de personnes ayant bénéficié d'un traitement restreint qui consistait en une intervention des Services d'aide à l'emploi (SAE) dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail (EDMT). Les membres du groupe de comparaison

⁸ Le Québec est exclu des résultats de l'évaluation sommative, puisque cette province mène sa propre évaluation de l'ICTA pour ses clients.

à traitement restreint recherchaient activement un emploi et n'étaient pas retraités⁹. La distinction entre les deux programmes est importante : les clients des SAE peuvent bénéficier d'une seule intervention ou de plusieurs brèves interventions comme l'aide à la recherche d'emploi, la préparation aux entrevues, une courte formation en informatique et l'évaluation des acquis antérieurs. Les participants à l'ICTA, quant à eux, se voient offrir, dans le cadre de programmes de groupe, un ensemble d'activités d'aide à l'emploi (comme la rédaction de C.V., les techniques d'entrevue et le counseling) et de services d'aide à l'employabilité (comme l'acquisition de nouvelles compétences, la mise à niveau des compétences essentielles, l'expérience de travail auprès d'un employeur et l'aide pour devenir travailleur autonome) qui visent à favoriser le développement du capital humain. Ces activités sont donc en général plus longues et plus complètes. Par ailleurs, tous les projets de l'ICTA ont offert un soutien du revenu aux participants sous forme d'allocations, de salaire ou de subventions salariales.

Contraintes et limites : Données et méthodologie

Les numéros d'assurance sociale (NAS) des participants à l'ICTA n'ont pas été recueillis. Cela a créé des difficultés au moment d'établir des liens entre la base de données administrative de l'ICTA et les bases de données de l'Agence du revenu du Canada et d'EDSC à des fins de modélisation des impacts différentiels. Par conséquent, l'établissement de modèles économétriques a exigé beaucoup de ressources et de temps, ce qui aurait pu être évité si les NAS des clients avaient été disponibles.

Une autre contrainte à laquelle nous avons dû faire face pendant le processus d'évaluation concerne le manque d'uniformité dans la collecte des données administratives relatives à l'ICTA. Cela a entraîné des variations dans les données sur les participants fournies à EDSC par les provinces et territoires individuels et a donc compliqué l'analyse des données de même que la comparaison des résultats entre les provinces et territoires.

Enfin, les participants aux SAE bénéficient d'un traitement restreint, ce qui permet une comparaison avec les participants à l'ICTA qui bénéficient d'un ensemble d'interventions plus approfondies dans le cadre de leur programme. Tout a été mis en œuvre pour s'assurer que ce groupe de comparaison ressemble le plus possible au groupe de participants à l'ICTA en ce qui concerne les variables démographiques et les endroits. Par ailleurs, des techniques à la fine pointe de la technologie ont été utilisées dans les processus d'appariement afin d'assurer la comparabilité entre les deux groupes. Il importe de souligner que l'utilisation d'un groupe de comparaison à traitement restreint signifie que l'impact différentiel du programme sera conservateur, à l'extrémité inférieure de la plage des résultats.

⁹ Les membres du groupe de comparaison à traitement restreint des SAE ont été appariés aux clients de l'ICTA à l'aide des variables suivantes: province/territoire de résidence (limité aux codes postaux sélectionnés); âge; sexe; état matrimonial; indicateur d'une personne handicapée; indicateur d'un Autochtone; revenu annuel d'emploi pendant l'année antérieure; revenu annuel tiré d'un emploi autonome pendant les années antérieures; utilisation du revenu du RPC et de la SV; revenu du REER; revenu de pension pendant les années antérieures; nombre de relevés d'emploi pendant les années antérieures; indicateur d'une personne ayant quitté le marché du travail; assurance-emploi pendant les années antérieures; et aide sociale reçue pendant les années antérieures.

3. Pertinence

Conformément à la Politique sur l'évaluation (2009) du Secrétariat du Conseil du Trésor, la section sur la pertinence qui suit vise essentiellement à déterminer si l'ICTA est nécessaire, si le programme cadre avec les priorités du gouvernement du Canada et s'il concorde avec les rôles et les responsabilités du gouvernement fédéral.

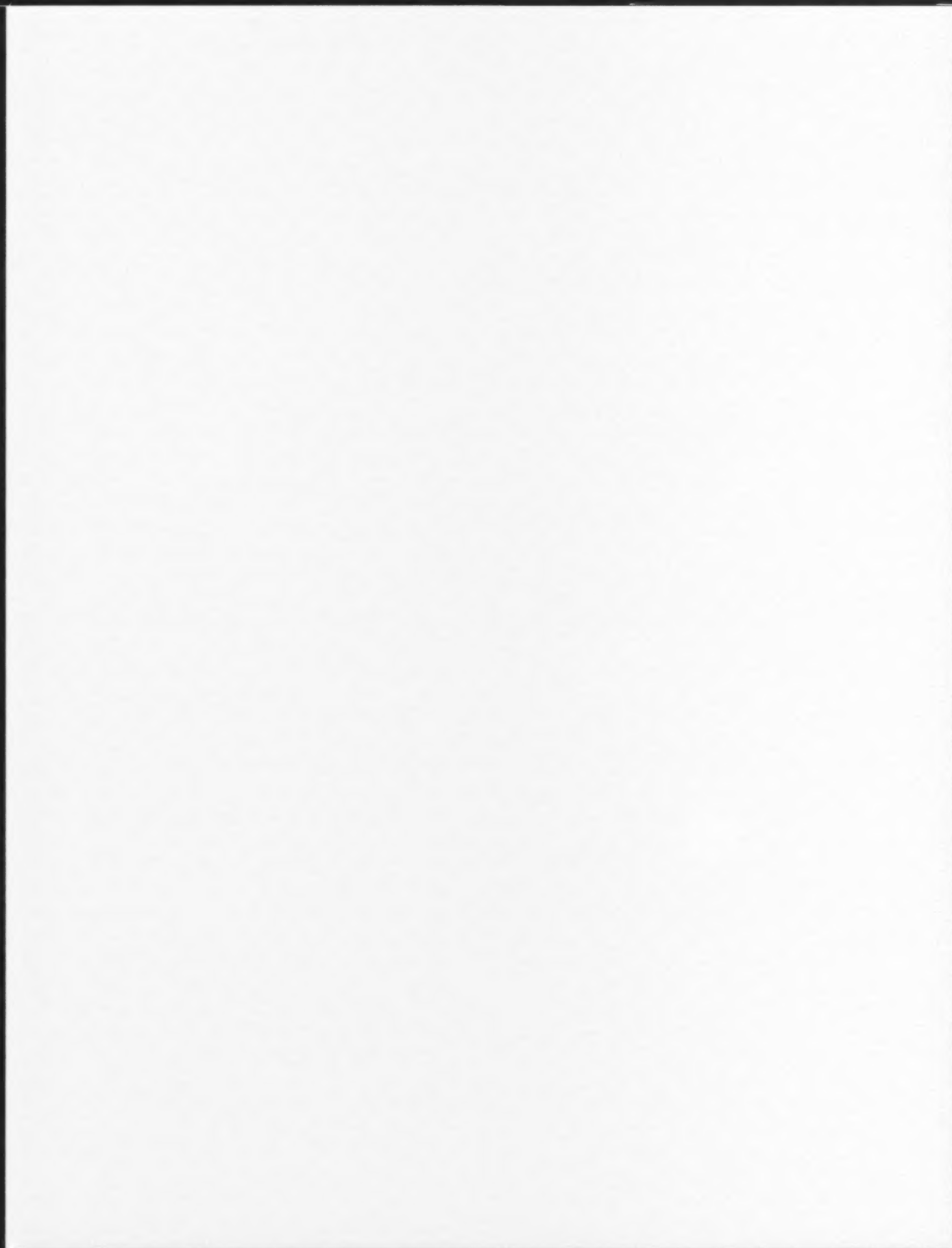
L'ICTA répond aux besoins en aidant les travailleurs âgés sans emploi vivant dans de petites collectivités touchées par la réduction des effectifs, et concorde avec les priorités, les rôles et les responsabilités du gouvernement du Canada.

L'évaluation révèle que le programme répond aux besoins des travailleurs âgés sans emploi vivant dans des collectivités comptant une population de 250 000 habitants ou moins qui sont éprouvées par des fermetures et des réductions importantes des effectifs. Des facteurs démographiques comme le vieillissement continuent de ralentir de façon importante la croissance de la main-d'œuvre. Les travailleurs âgés représentent donc une source indispensable de main-d'œuvre future. Des recherches montrent qu'en 2012, comparativement aux travailleurs plus jeunes, les travailleurs âgés étaient surreprésentés dans la population active présente dans les secteurs traditionnels, particulièrement dans les sous-secteurs de la fabrication, de la pêche, de la chasse et du piégeage, de l'agriculture et de la foresterie. Certains travailleurs âgés sont particulièrement vulnérables à la rationalisation des effectifs et se heurtent à des obstacles au réemploi. De plus, les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités éloignées où l'économie est concentrée sont particulièrement à risque et se heurtent à des obstacles au réemploi encore plus importants. Ils sont donc beaucoup plus susceptibles de connaître un chômage persistant et un retrait prématuré du marché du travail.

Comme il est indiqué dans les budgets fédéraux de 2006, de 2008, de 2011 et de 2014 respectivement, l'ICTA constitue une priorité du gouvernement du Canada. Les fonds prévus dans le budget de 2011 visaient à « [...] s'assurer que les travailleurs âgés licenciés ont accès aux programmes de formation et d'emploi dont ils ont besoin pour obtenir un nouvel emploi ».

Le programme concorde avec les rôles et les responsabilités du gouvernement fédéral puisqu'il relève du mandat énoncé dans la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* (L.C. 2005, ch. 34). La Loi prévoit que « le ministre peut, dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi, concevoir et réaliser des programmes destinés à appuyer les projets ou autres activités qui contribuent au développement des ressources humaines au Canada et au développement des compétences des Canadiens ou au développement social du Canada et accorder des subventions et des contributions pour les appuyer »¹⁰.

¹⁰ *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* (2005, ch. 34, art. 7; 2012, ch. 19, art. 687.)



4. Rendement – Profil des clients et résultats

Cette section présente les constatations sur le rendement de l'ICTA en ce qui concerne l'atteinte des résultats. Les éléments suivants y sont présentés :

- Brève description de la portée du programme et des caractéristiques des participants;
- Comparaison des résultats des clients avant et après leur participation.

4.1 Profil des participants à l'ICTA

Au total, 12 737 personnes ont bénéficié du programme. La majorité d'entre elles (72 %) faisaient partie du principal groupe d'âge cible (55 à 64 ans). Environ la moitié des participants avaient au plus un diplôme d'études secondaires. Avant de s'inscrire au programme, ces participants touchaient un faible revenu et avaient vécu une perte d'emploi difficile. Par exemple, approximativement un tiers des participants n'avaient aucun revenu d'emploi avant leur participation, et la majorité d'entre eux avaient récemment vécu une perte d'emploi.

Portée du programme

Dans l'ensemble, l'ICTA a rejoint la population ciblée. Par exemple, on a mené une étude de référence nationale dans le cadre de l'évaluation afin d'examiner l'étendue des pertes d'emploi chez les Canadiens âgés (50 ans et plus) qui vivaient dans les mêmes régions géographiques que les participants au programme. L'étude portait uniquement sur les travailleurs âgés qui avaient connu leur première mise à pied entre 2003 et 2006 et qui étaient âgés de 50 ans ou plus au moment de leur participation à l'ICTA, soit les travailleurs du groupe cible principal et des groupes cibles secondaires. Leurs revenus annuels moyens étaient d'au moins 20 000 \$. On estime que, juste avant la création de l'ICTA, environ 29 200 personnes y étaient admissibles après avoir perdu leur emploi¹¹.

En mars 2012, un total de 343 projets avaient été approuvés dans l'ensemble du Canada (dont 56 ont par la suite été reconduits). Le programme a permis de servir 12 737 participants (ce nombre ne comprend pas le Québec) entre 2007 et 2011, soit une moyenne d'environ 2 500 personnes par année. La majeure partie des participants (72 %) faisaient partie du groupe cible principal du programme, soit le groupe des personnes âgées de 55 à 64 ans, et la presque totalité (99,9 %) d'entre eux faisait partie du groupe cible principal ou des

¹¹ Il convient de souligner que cette estimation ne comprend pas les travailleurs du Québec ni les travailleurs qui vivaient dans une collectivité de 250 000 habitants ou plus au moment de leur mise à pied.

groupes cibles secondaires (soit le groupe des personnes âgées de 50 à 54 ans et celui des personnes âgées de 65 ans ou plus)¹². La moyenne d'âge des participants à l'ICTA était de 58 ans. Dans l'ensemble, les pourcentages d'hommes (51 %) et de femmes (49 %) étaient pratiquement identiques. La moitié des participants (50 %) avaient au plus un diplôme d'études secondaires (dont 24 % n'avaient pas terminé leurs études secondaires), tandis que l'autre moitié avait fait quelques années d'études postsecondaires (dont 26 % détenaient un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires, et 11 % un diplôme universitaire).

Historique des gains et perte d'emploi

En général, les participants à l'ICTA avaient de faibles revenus avant leur participation. Dans l'année précédant le début de leur participation à l'ICTA, 75 % des participants avaient gagné 20 000 \$ ou moins, 29 % 10 000 \$ ou moins, et près d'un tiers (31 %) n'avaient aucun revenu d'emploi. Ce schéma de rémunération était le même pour toutes les catégories d'âge. Un pourcentage relativement important (22 %) des participants à l'ICTA n'avaient gagné aucun revenu d'emploi dans les cinq ans précédant l'année du début de leur participation.

La perte d'emploi qu'ont connue les participants avant leur participation permet de contextualiser davantage leur situation de faible revenu. Dans chacune des cinq années précédant la participation, au moins un tiers des participants à l'ICTA avaient connu une perte d'emploi, dont 33 % avaient perdu leur emploi cinq ans avant de commencer le programme, et 44 % l'avaient perdu dans l'année précédant leur participation à l'ICTA. Seul un quart (24 %) des participants n'avaient pas perdu leur emploi au cours des cinq ans précédant leur participation. La majorité des participants (55 %) avaient récemment perdu leur emploi, soit au cours de l'année où ils ont commencé le programme (24 %) ou de l'année précédente (31 %). Il semblerait aussi que près d'une personne sur cinq ne participait pas au marché du travail depuis au moins deux ans avant leur participation au programme.

¹² Seul un très faible pourcentage (4 %) des participants étaient âgés de 65 ans ou plus au moment du début de leur participation à l'ICTA.

4.2 Clients – Comparaison des résultats avant et après la participation au programme

Emploi

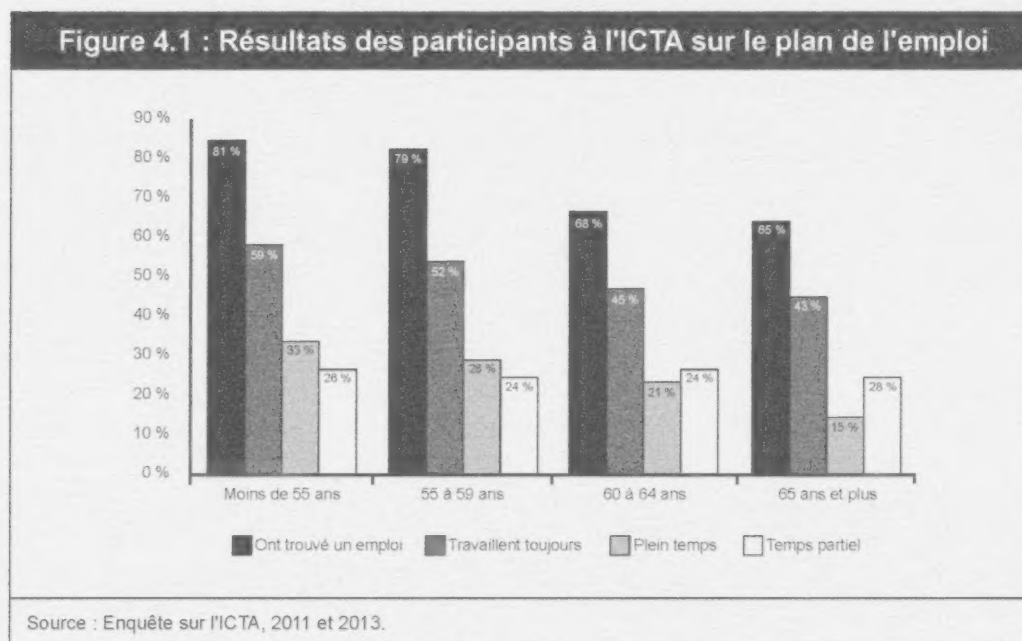
La plupart (82 %) des participants à l'ICTA se sont dits satisfaits du programme. Dans l'ensemble, une moyenne de 75 % des participants ont trouvé un emploi rémunéré après leur participation à l'ICTA. Approximativement 18 mois après le début du programme, un peu plus de la moitié (51 %) des participants à l'ICTA ont indiqué qu'ils occupaient un emploi à plein temps (26 %) ou à temps partiel (25 %). En général, les résultats étaient meilleurs pour les participants de moins de 60 ans; en effet, le taux d'emploi tendait à diminuer à mesure que l'âge des participants augmentait. Les hommes étaient plus susceptibles de travailler à plein temps, tandis que les femmes étaient plus susceptibles de travailler à temps partiel. Parmi les motifs invoqués par les participants pour expliquer leur incapacité de trouver un emploi, notons le manque de travail, la réticence des employeurs à embaucher des travailleurs âgés, les problèmes de santé, le caractère saisonnier du travail, et l'absence de demande pour leurs compétences.

Dans l'ensemble, les participants interrogés se sont dits satisfaits des résultats de leur participation à l'ICTA. La plupart des participants (82 %) ont déclaré être satisfaits. La majorité des répondants étaient d'avis que leur participation à l'ICTA les a aidés à améliorer leurs perspectives d'emploi (69 %) et à trouver un emploi plus rapidement (62 %), et que les compétences qu'ils ont acquises correspondaient aux perspectives d'emploi dans leur région (64 %). Près des deux tiers (67 %) des participants interrogés ont indiqué que le programme les avait aidés à trouver un emploi.

La plupart des participants (75 %) ont trouvé un emploi rémunéré ou sont devenus travailleurs autonomes après leur participation à l'ICTA. Environ 18 mois après le début du programme, un peu plus de la moitié (51 %) des participants ont déclaré qu'ils occupaient un emploi à plein temps (26 %) ou à temps partiel (25 %). La majorité (73 %) des répondants à l'enquête qui ont occupé un emploi après leur participation ont indiqué qu'ils avaient réussi à trouver un emploi qui correspondait, dans une certaine mesure, à leurs attentes. De plus, les personnes qui ont dû déménager pour exercer un emploi après leur participation sont peu nombreuses (6 %). L'évaluation a révélé qu'approximativement la moitié des participants (49 %) ayant trouvé un emploi après leur participation avaient trouvé un emploi dans un autre secteur d'activités que celui dans lequel ils travaillaient avant leur participation au programme. Il n'y avait pas de différence statistiquement significative entre les différents groupes d'âge et les sexes.

La préparation au travail autonome a été citée par 39 % des répondants à l'enquête comme étant l'une des principales raisons de leur participation à l'ICTA. Environ 15 % des participants à l'ICTA ont indiqué être des travailleurs autonomes au moment de l'enquête.

La figure 4.1 présente les résultats des participants des différents groupes d'âge qui ont trouvé un emploi pendant ou après leur participation au programme. Elle montre aussi le pourcentage de participants qui travaillaient encore (à temps plein ou à temps partiel) 18 mois après leur participation (colonne intitulée « Travaillent toujours »). L'évaluation a révélé des différences entre les résultats des participants sur le plan de l'emploi selon leur groupe d'âge. Dans l'ensemble, les résultats étaient meilleurs pour les participants de moins de 60 ans. En général, le taux de succès tendait à diminuer à mesure que l'âge des participants augmentait. Cependant, les résultats en ce qui concerne le travail à temps partiel étaient relativement uniformes d'un groupe d'âge à l'autre.



On a relevé d'importantes différences entre les sexes sur le plan de l'emploi. Les hommes (30 %) étaient plus susceptibles que les femmes (23 %) de trouver un emploi à plein temps, tandis que les femmes (31 %) étaient plus susceptibles que les hommes (19 %) de travailler à temps partiel. Cependant, les hommes (51 %) étaient aussi plus susceptibles que les femmes (46 %) de ne pas travailler.

Dans l'ensemble, 64 % des répondants qui ne travaillaient pas au moment de l'enquête cherchaient un emploi. Ce pourcentage était plus élevé pour les groupes d'âge des moins de 55 ans (70 %) et des 55 à 59 ans (67 %) que pour le groupe d'âge des 60 à 64 ans (58 %).

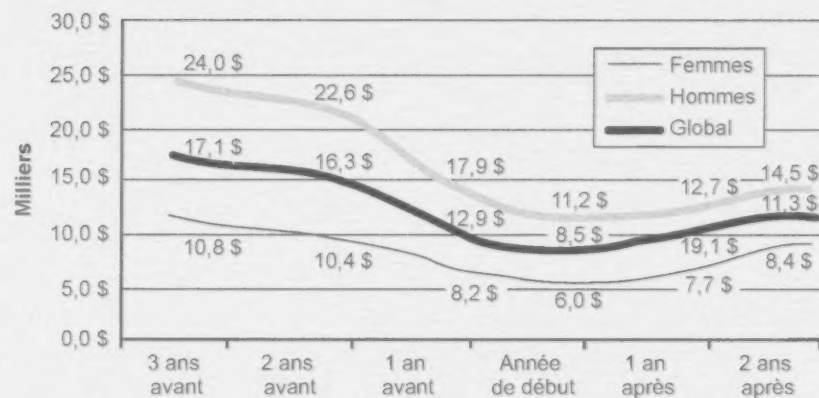
Les participants qui ne travaillaient pas ont indiqué diverses raisons pour expliquer leur incapacité de trouver un emploi, dont le manque de travail, la réticence des employeurs à embaucher des travailleurs âgés, les problèmes de santé, le caractère saisonnier du travail et l'absence de demande pour leurs compétences. Les femmes (51 %) étaient plus susceptibles que les hommes (45 %) de répondre qu'elles étaient incapables de trouver un emploi en raison du manque de travail. Les hommes étaient plus susceptibles que les femmes (4 % et 3 % respectivement) d'indiquer qu'ils étaient incapables de trouver un emploi en raison du caractère saisonnier du travail (12 %) et de l'absence de demande pour leurs compétences (9 %).

Revenus d'emploi

Bien que le résultat ne soit pas clairement attribuable à la participation à l'ICTA, les analyses antérieures et postérieures à la participation montrent que les participants ont amélioré leurs perspectives d'emploi après leur participation au programme, comme en témoigne le fait que la tendance à la baisse de leurs revenus d'emploi a commencé à s'inverser légèrement. Cependant, les tendances ne permettent pas de déterminer si les revenus d'emploi des participants retrouveront les mêmes niveaux qu'avant leur mise à pied.

Avant leur participation au programme, les participants ont subi une diminution marquée de leurs revenus d'emploi annuels, lesquels ne sont pas revenus à leurs niveaux antérieurs même après la participation à l'ICTA. En général, dans les trois années qui ont précédé leur participation à l'ICTA, les participants ont subi une diminution marquée de leurs revenus d'emploi annuels, qui sont passés de 17 100 \$ à 12 900 \$. Cette diminution s'est poursuivie pendant la première année du programme alors que les revenus annuels moyens étaient de 8 500 \$. Deux ans après le début de l'ICTA, les revenus annuels moyens des participants ont augmenté de 2 800 \$, passant alors à 11 300 \$. Toutefois, malgré cette augmentation, leurs revenus étaient toujours inférieurs de 1 600 \$ aux revenus annuels moyens qu'ils gagnaient tout juste avant de commencer le programme et de 5 900 \$ aux revenus d'emploi annuels qu'ils gagnaient trois ans avant leur participation à l'ICTA. De plus, deux ans après le début du programme, le taux de participants ayant des revenus d'emploi (60 %) a diminué de sept points de pourcentage comparativement au taux (67 %) de participants qui avaient des revenus d'emploi un an avant le début de leur participation à l'ICTA. La figure 4.2 montre les revenus d'emploi moyens des participants avant et après leur participation, selon le sexe.

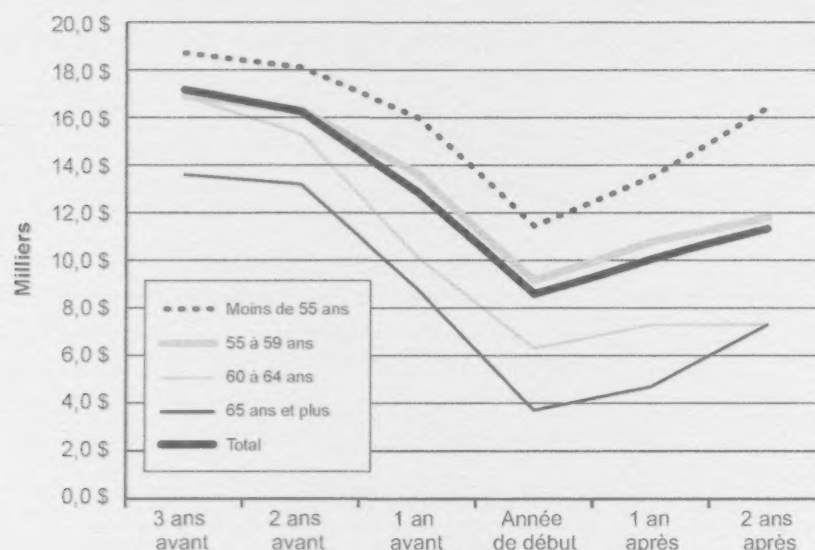
Figure 4.2 : Revenus d'emploi annuels moyens (en milliers de dollars) des participants ayant entrepris le programme en 2008 ou en 2009 (selon le sexe)



Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.

L'écart entre les revenus annuels des hommes et des femmes a persisté dans les années qui ont suivi la participation au programme (voir la figure 4.2). Bien que la différence entre les revenus d'emploi annuels que gagnaient les femmes trois ans avant leur participation (10 800 \$) et ceux qu'elles gagnaient deux ans après (8 400 \$) ne soit pas aussi prononcée que la différence entre les revenus que gagnaient les hommes avant et après leur participation (24 000 \$ et 14 500 \$ respectivement), il convient de souligner que les revenus d'emploi annuels des femmes étaient considérablement moins élevés que ceux des hommes, et ce, avant et après leur participation au programme.

Figure 4.3 : Revenus d'emploi annuels moyens (en milliers de dollars) des participants ayant entrepris le programme en 2008 ou en 2009 (par groupe d'âge)



Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.

En général, les participants n'ont pas récupéré le revenu annuel moyen qu'ils gagnaient avant de perdre leur emploi (voir le tableau 4.3). Bien que ce résultat ne soit pas clairement attribuable à la participation au programme, les analyses antérieures et postérieures à la participation montrent que les participants ont amélioré leurs perspectives d'emploi après leur participation, comme en témoigne le fait que la tendance à la baisse de leurs revenus d'emploi a commencé à s'inverser légèrement. Cependant, les tendances ne permettent pas de déterminer si les participants atteindront un jour le même revenu d'emploi que celui qu'ils gagnaient avant leur mise à pied. Deux ans après la participation à l'ICTA, seuls les revenus annuels des personnes âgées de moins de 55 ans étaient plus élevés que les revenus que touchaient ces dernières un an avant leur participation (16 400 \$). Toutefois, à l'instar de leurs homologues plus âgés, les participants de moins de 55 ans n'ont pas réussi à retrouver les niveaux de revenus les plus élevés qu'ils ont touchés durant les années précédant leur participation à l'ICTA.

Recours à l'assurance-emploi

En moyenne, deux ans après leur participation au programme, les participants avaient reçu 400 \$ de moins en prestations d'assurance-emploi, ce qui représente une légère diminution. De plus, le pourcentage de participants recevant des prestations d'assurance-emploi avait diminué de cinq points de pourcentage deux ans après leur participation.

En moyenne, les participants ont reçu 2 000 \$ en prestations d'assurance-emploi durant l'année où ils ont entrepris le programme. Ce montant a diminué légèrement, passant à 1 600 \$ deux ans plus tard, soit une différence de 400 \$. De plus, deux ans après la participation, le pourcentage de participants recevant des prestations d'assurance-emploi est passé de 31 % à 24 %, ce qui représente une diminution de cinq points de pourcentage.

Les participants des groupes d'âge inférieurs avaient plus souvent recours aux prestations d'assurance-emploi. Le recours aux prestations d'assurance-emploi par les participants de tous les groupes d'âge a augmenté dans les trois années précédant leur participation. Avant et après le début du programme, les participants de 65 ans et plus recevaient beaucoup moins de prestations d'assurance-emploi que les participants moins âgés. Pour ce qui est des différences entre les sexes, les hommes recevaient 1 400 \$ de plus que les femmes en prestations d'assurance-emploi au début du programme. Cet écart était de 850 \$ deux ans après le début de la participation à l'ICTA. De plus, au moment où ils ont entrepris le programme, un plus grand pourcentage d'hommes avait recours à l'assurance-emploi comparativement aux femmes (différence de 14 points de pourcentage). Cependant, cet écart a diminué, passant à cinq points de pourcentage deux ans plus tard.

Recours à l'aide sociale

Dans l'ensemble, les participants à l'ICTA n'ont eu que très peu recours aux prestations d'aide sociale. En général, les participants des groupes d'âge supérieurs comptaient moins sur les prestations d'aide sociale que les participants des groupes d'âge inférieurs. Seul un participant sur dix a reçu des prestations d'aide sociale, ce qui indique que les participants n'ont eu que très peu recours à ce type de prestations.

Les participants à l'ICTA n'ont eu que très peu recours aux prestations d'aide sociale, que ce soit avant ou après leur participation. En moyenne, les participants ont tiré de modestes revenus de l'aide sociale, soit un peu plus de 500 \$ par année au cours de l'année où ils ont entrepris le programme et deux ans plus tard. Il convient de souligner que seul un participant sur dix a reçu des prestations d'aide sociale, ce qui indique que les participants n'ont eu que très peu recours à ce type de prestations.

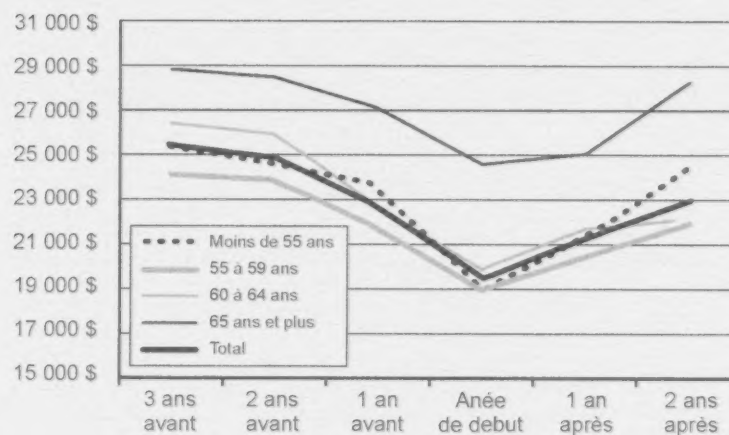
Certaines différences sont ressorties entre les groupes d'âge : les travailleurs les plus jeunes avaient davantage recours à l'aide sociale que les travailleurs plus âgés. L'analyse des sous-groupes selon l'âge des bénéficiaires de l'aide sociale montre que les participants de 65 ans et plus recevaient les prestations d'aide sociale les moins élevées au cours des deux années suivant leur participation au programme (92 \$ et 53 \$ respectivement). Ce montant augmente à mesure que l'âge des participants diminue (p. ex., 819 \$ pour les participants de 54 ans et moins deux ans après leur participation). Cette tendance s'explique en partie par le fait que les participants les plus jeunes n'ont pas accès aux mêmes outils de soutien du revenu que les participants de plus de 60 ans (p. ex., pensions, Sécurité de la vieillesse [SV], Régime de pensions du Canada [RPC]). Par ailleurs, les hommes avaient davantage recours que les femmes (par trois points de pourcentage) aux prestations d'aide sociale pendant et après leur participation à l'ICTA.

Autres revenus

Deux ans après le début de leur participation à l'ICTA, le revenu total moyen des participants avait diminué de 9,8 % (ou 2 498 \$) comparativement au revenu qu'ils touchaient trois ans avant le début de leur participation. Cette diminution coïncide avec une augmentation du recours à d'autres sources de revenu, probablement pour compenser la diminution des revenus d'emploi. En général, les participants de plus de 60 ans palliaient plus souvent la perte de revenus d'emploi par un recours accru à d'autres sources de revenu, comme le RPC et la SV, les revenus de pension et les REER, que les participants moins âgés. Lorsqu'ils sont disponibles, les revenus provenant d'autres sources que l'emploi sont utilisés pour atténuer la perte de revenus d'emploi que connaissent les participants.

Les participants ont subi une diminution de leur revenu d'emploi et de leur revenu total, mais ont compensé généralement cette diminution par un recours accru à d'autres sources de revenu. Deux ans après le début de leur participation au programme, le revenu total moyen des participants avait diminué de 9,8 % (ou 2 498 \$) comparativement au revenu qu'ils touchaient trois ans avant leur participation. Au cours de cette même période, les revenus d'emploi formant partie du revenu total des participants ont diminué de 13 % (ou 5 874 \$). Cette diminution coïncidait avec un recours accru des participants à d'autres sources de revenu. Par exemple, les prestations du RPC et de la SV ont augmenté de 34 points de pourcentage (ou 2 404 \$), et les revenus de pension ont augmenté de 10 points de pourcentage (ou 1 807 \$). Les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale ont augmenté légèrement, soit de 3 points de pourcentage (ou 267 \$) et de 2 points de pourcentage (ou 115 \$) respectivement. Le recours aux revenus tirés de Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) est demeuré relativement inchangé. La figure 4.4 ci-dessous montre le revenu total moyen des participants à l'ICTA ainsi que les moyennes par groupe d'âge.

Figure 4.4 : Revenu total moyen des participants à l'ICTA selon le groupe d'âge



Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.

Les hommes s'en tiraient généralement mieux que les femmes en ce qui concerne les autres sources de revenu. En général, les hommes avaient des revenus provenant d'autres sources que l'emploi (5 310 \$) supérieurs à ceux des femmes (2 206 \$), bien que dans les deux cas, la part des revenus provenant de ces sources ait augmenté après la participation au programme par rapport à la période précédant la participation. Dans l'ensemble, les hommes tiraient des revenus légèrement plus élevés que les femmes de toutes les sources de revenu autres que l'emploi, mais la différence était plus importante pour ce qui est des revenus de pension. La différence entre les revenus de pension des hommes et des femmes s'est accrue entre la période précédant la participation au programme et la période suivant la participation. Deux ans après le début de leur participation, les hommes avaient des revenus de pension de 4 452 \$ comparativement à des revenus de 1 861 \$ pour les femmes. De plus, un plus grand pourcentage d'hommes (24 %) que de femmes (13 %) touchaient un revenu de pension.

Dans l'ensemble, les participants de plus de 60 ans palliaient dans une plus grande mesure la perte de revenus d'emploi par le recours à d'autres sources de revenu, dont le RPC et la SV, les revenus de pension et les REER, que les participants de moins de 60 ans. Le tableau 4.1 montre que, pour tous les groupes d'âge, il y a eu une augmentation du recours aux revenus provenant d'autres sources que l'emploi deux ans après la participation au programme comparativement à trois ans avant le début. Lorsqu'ils sont disponibles, les revenus provenant d'autres sources que l'emploi sont utilisés pour atténuer la perte de revenus d'emploi que connaissent les participants. Cependant, l'impossibilité d'accéder à ces formes additionnelles de revenus en raison de restrictions liées à l'âge pourrait expliquer le recours plus important aux prestations d'aide sociale parmi les participants les plus jeunes (c.-à-d. ceux de moins de 60 ans).

Tableau 4.1 : Revenus des participants avant et après leur participation à l'ICTA selon la source de revenu et le groupe d'âge

Âge	3 ans avant	2 ans avant	1 an avant	Année de début	1 an après	2 ans après
Régime de pensions du Canada (RPC)/Sécurité de la vieillesse (SV)						
Moins de 55 ans	199 \$	209 \$	299 \$	358 \$	479 \$	496 \$
55 à 59 ans	351 \$	418 \$	456 \$	529 \$	801 \$	1 432 \$
60 à 64 ans	1 008 \$	1 396 \$	2 356 \$	3 519 \$	4 751 \$	5 859 \$
65 ans et plus	4 965 \$	6 620 \$	8 164 \$	10 154 \$	12 092 \$	12 512 \$
Revenu de pension						
Moins de 55 ans	127 \$	178 \$	265 \$	442 \$	556 \$	822 \$
55 à 59 ans	514 \$	793 \$	1 171 \$	2 084 \$	2 511 \$	2 502 \$
60 à 64 ans	2 770 \$	3 187 \$	4 212 \$	4 646 \$	4 867 \$	5 064 \$
65 ans et plus	3 660 \$	4 011 \$	5 463 \$	6 055 \$	5 775 \$	5 811 \$
Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)						
Moins de 55 ans	514 \$	667 \$	968 \$	918 \$	899 \$	633 \$
55 à 59 ans	660 \$	1 014 \$	942 \$	1 177 \$	1 069 \$	874 \$
60 à 64 ans	741 \$	1 042 \$	965 \$	778 \$	785 \$	666 \$
65 ans et plus	2 325 \$	1 414 \$	643 \$	2 062 \$	991 \$	940 \$
Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.						



5. Rendement – Impacts différentiels et attribution du programme

Dans la section précédente, les résultats des participants avant et après leur participation à l'ICTA ont été présentés. Ces résultats prennent la forme de statistiques descriptives qui mettent en évidence les caractéristiques moyennes des clients avant leur participation à l'ICTA et une fois qu'ils ont complété le programme. Par conséquent, ils ne sont pas directement attribuables à la participation à l'ICTA.

La présente section porte sur les impacts différentiels du programme, c.-à-d. sur les répercussions directement attribuables à la participation. Pour ce faire, on compare les participants de l'ICTA aux membres d'un groupe de comparaison à traitement restreint composé de travailleurs âgés ayant bénéficié d'une intervention des Services d'aide à l'emploi (SAE) dans le cadre d'une entente sur le développement du marché du travail (EDMT). Cette méthode permet aux évaluateurs de répondre à la question suivante : Quelles sont les répercussions de la participation à une intervention intensive (ICTA) comparativement à la participation à une intervention limitée (intervention des SAE dans le cadre d'une EDMT)?

Les participants à l'ICTA étaient plus susceptibles d'occuper un emploi après leur participation au programme (par six points de pourcentage) que les personnes ayant pris part à une intervention des SAE dans le cadre d'une EDMT. Cependant, ils n'ont pas vu leurs revenus d'emploi augmenter par rapport aux personnes ayant participé à une intervention des SAE. En outre, rien n'indique que la participation à l'ICTA entraîne une diminution du recours à l'assurance-emploi ou du montant des prestations d'aide sociale.

Revenus d'emploi

Lorsque l'on utilise les revenus comme indicateur d'emploi, on constate que les participants à l'ICTA n'avaient pas de meilleurs revenus d'emploi que les membres du groupe de comparaison à traitement restreint composé des clients des SAE offerts dans le cadre d'une EDMT. La différence relative des revenus d'emploi entre les participants à l'ICTA était comparable à celle de leurs homologues du groupe de comparaison. Le tableau 5.1 présente les revenus annuels moyens avant et après la participation qui ont été utilisés pour estimer l'incidence des revenus d'emploi.

**Tableau 5.1 : Revenus annuels moyens des participants à l'ICTA
et des membres du groupe de comparaison avant et après la participation
(en milliers de dollars)**

Participants/ Comparaison	1 an avant	Année de début	1 an après	2 ans après	N
Participants à l'ICTA	12,9 \$	8,6 \$	10,1 \$	11,3 \$	1 740
Groupe de comparaison des participants aux SAE seulement	14,0 \$	10,7 \$	11,7 \$	12,4 \$	1 740
Différence	-1,1 \$	-2,1 \$**	-1,6 \$*	-1,1 \$	—
Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels de 2008 et 2009. Remarque : *p<,05; **p<,01; ***p<,001.					

Le tableau 5.2 ci-dessous montre la variation des revenus d'emploi pour chacun des groupes en utilisant l'année précédant la participation à l'ICTA comme point de comparaison. Les revenus des participants à l'ICTA ont diminué de 4 300 \$ tandis que ceux des membres du groupe de comparaison ont diminué de 3 300 \$, ce qui représente une perte marginale estimative de 1 000 \$ sur le plan des revenus annuels, soit un écart statistiquement significatif. L'année suivante, l'écart entre les participants à l'ICTA et les membres du groupe de comparaison s'est rétréci, mais le résultat net était toujours négatif, bien que statistiquement non significatif. Au cours de la dernière année de l'analyse, les deux groupes ont eu des résultats presque identiques. Selon cette analyse, il y a très peu de preuves que la participation à l'ICTA donne de meilleurs ou de pires résultats que la participation à une intervention des SAE.

Tableau 5.2 : Variation des revenus annuels moyens des participants à l'ICTA et des membres du groupe de comparaison par rapport à l'année précédant le début de la participation

Participants/Comparaison	1 an avant	Année de début	1 an après	2 ans après	N
Participants à l'ICTA	—	-4,3 \$	-2,8 \$	-1,6 \$	1 740
Groupe de comparaison des participants aux SAE seulement	—	-3,3 \$	-2,3 \$	-1,6 \$	1 740
Écart dans les différences	—	-1,0 \$*	-0,5 \$	0,0 \$	—
Perte/gain cumulatif	—	-1,0 \$	-1,5 \$	-1,5 \$	—

Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels de 2008 et 2009.
Remarque : *p<,05; **p<,01; ***p<,001.

Emploi

Durant l'année précédant le début de leur participation à l'ICTA, 67 % des participants à l'ICTA occupaient un emploi. Au cours de l'année du début de la participation à l'ICTA, ce pourcentage atteignait 74 %, mais il a chuté à 70 % un an après la première année du programme. Cette diminution s'est poursuivie au cours des deux années qui ont suivi l'année du début de la participation alors que le pourcentage de participants occupant un emploi est passé à 60 %. Le tableau 5.3 montre les pourcentages de clients de l'ICTA et de membres du groupe de comparaison occupant un emploi (avant et après l'année du début de la participation à l'ICTA) qui ont été utilisés pour estimer la variation des incidences sur l'emploi. En ce qui concerne les emplois rémunérés, les participants à l'ICTA affichaient un gain supplémentaire de six points de pourcentage comparativement aux membres du groupe de comparaison au cours de l'année du début de la participation à l'ICTA de même qu'un an plus tard. Aucune différence statistiquement significative n'a été relevée pour les deux années suivant la participation à l'ICTA. Le tableau 5.4 montre la variation du pourcentage de participants occupant un emploi entre les participants de l'ICTA et les membres du groupe de comparaison. Aucune différence statistiquement significative n'a été relevée.

Tableau 5.3 : Pourcentage de participants à l'ICTA et de membres du groupe de comparaison occupant un emploi avant et après la participation

Participants/Comparaison	1 an avant	Année de début	1 an après	2 ans après	N
Participants à l'ICTA	67 %	74 %	70 %	60 %	1 740
Groupe de comparaison des participants aux SAE seulement	70 %	71 %	67 %	59 %	1 740
Différence	-3 PP	3 PP*	3 PP*	1 PP	—

Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.
Remarque : *p<,05; **p<,01; ***p<,001.
PP : points de pourcentage.

Tableau 5.4 : Variation du pourcentage de participants à l'ICTA et de membres du groupe de comparaison occupant un emploi par rapport à l'année précédant le début de la participation

Participants/Comparaison	1 an avant	Année de début	1 an après	2 ans après	N
Participants à l'ICTA	—	7 %	3 %	-7 %	1 740
Groupe de comparaison des participants aux SAE seulement	—	1 %	-3 %	-11 %	1 740
Écart dans les différences	—	6 PP	6 PP	4 PP	—

Source : Base de données de l'analyse des impacts différentiels.
Remarque : *p<,05; **p<,01; ***p<,001.
PP : points de pourcentage.

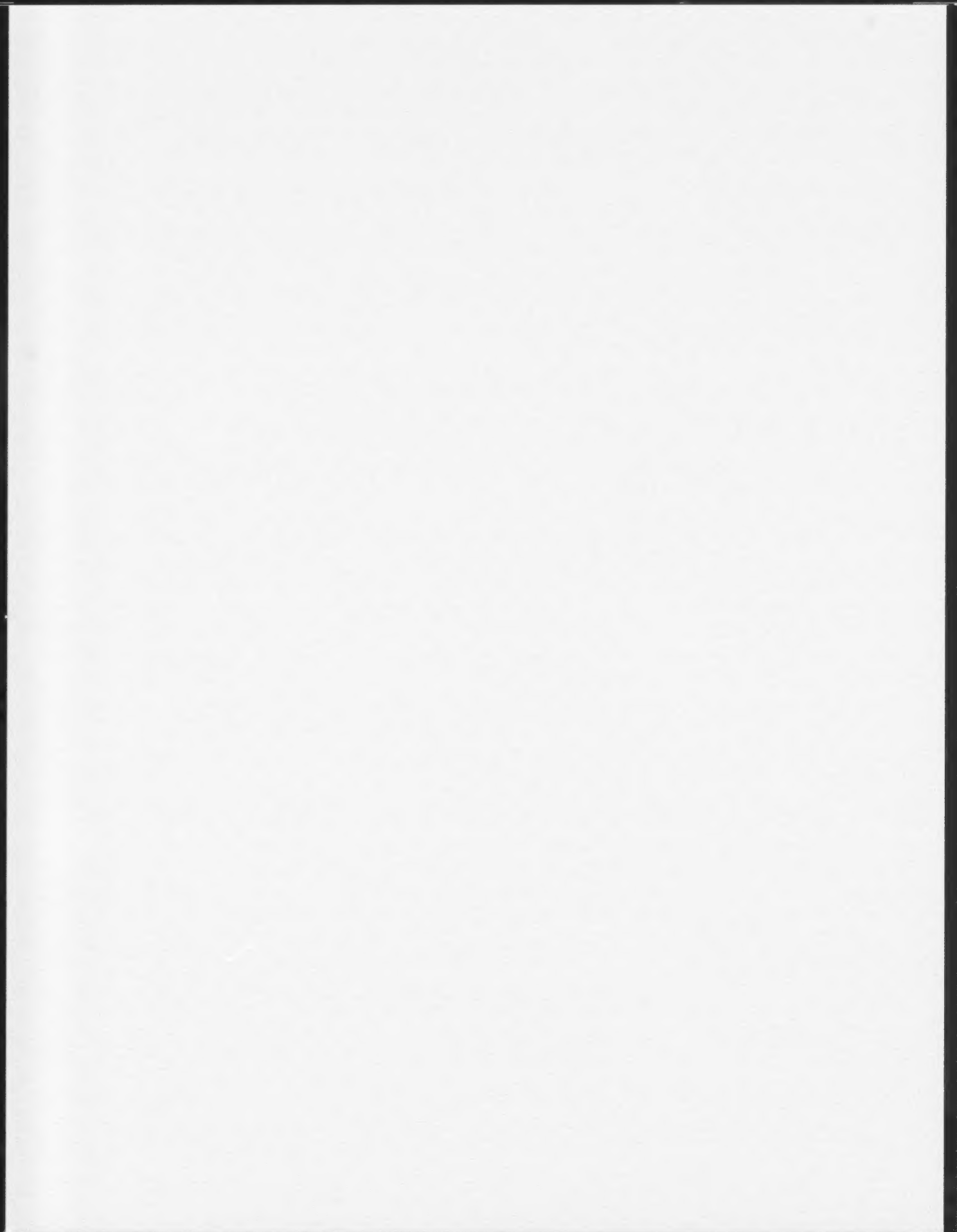
Recours à l'assurance-emploi

À l'exception d'une légère diminution du montant des prestations d'assurance-emploi reçues par les participants à l'ICTA comparativement aux membres du groupe de comparaison à traitement restreint (6 points de pourcentage) au cours de l'année du début de la participation à l'ICTA, rien n'indique que la participation à l'ICTA a une incidence sur le recours aux prestations d'assurance-emploi.

Une autre analyse tenant compte de l'âge et du sexe des participants a été menée. Cette dernière n'a révélé aucune différence statistiquement significative entre les participants à l'ICTA et les membres du groupe de comparaison en fonction de l'âge et du sexe.

Recours à l'aide sociale

L'évaluation n'a révélé aucune preuve que la participation à l'ICTA a eu une incidence importante sur le montant des prestations d'aide sociale reçues par les participants à l'ICTA ou sur le pourcentage de participants qui ont reçu des prestations. Une analyse selon l'âge et le sexe des participants a aussi été menée. D'après les résultats de cette dernière, il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre les participants à l'ICTA et les membres du groupe de comparaison selon l'âge et le sexe.



6. *Efficacité et rentabilité – Coûts du programme*

Cette section présente les conclusions relatives au rapport coût-efficacité de l'ICTA et comporte une brève discussion au sujet des fonds additionnels reçus par le programme à la suite de la crise économique de 2008.

Il a été impossible de mener une analyse coût/bénéfice en ce qui concerne l'évaluation sommative de l'ICTA. Les projets de l'ICTA coûtent en moyenne 7 000 \$ par participant et offrent une gamme exhaustive de programmes qui comprennent des activités d'aide à l'emploi, des activités d'amélioration de l'employabilité, et des mesures de soutien du revenu pendant une moyenne de 4,4 mois.

Selon l'analyse des impacts différentiels, la différence entre les revenus des participants à l'ICTA et ceux des membres du groupe de comparaison à traitement restreint composé de travailleurs ayant bénéficié des SAE dans le cadre d'une EDMT était négative, mais elle n'était pas statistiquement significative (voir le tableau 5.2). Par conséquent, il a été impossible de mener une analyse coût/bénéfice en ce qui concerne les interventions et les services offerts dans le cadre de l'ICTA.

Il a toutefois été possible de calculer le coût moyen par participant à l'ICTA: en moyenne, on estime qu'il en coûte 7 000 \$ par participant.

La participation à l'ICTA s'étend en moyenne sur une période de 4,4 mois. Les interventions des SAE sont de courte durée (six semaines en moyenne), et comparativement à celles de l'ICTA, elles sont moins axées sur le développement du capital humain. En outre, les clients des SAE ne reçoivent pas de soutien du revenu ni de formation et ne bénéficient d'aucune autre intervention spécifique offerte dans le cadre de l'ICTA à l'exception des activités d'aide à l'emploi de base comme l'aide à la recherche d'emploi. Les clients des SAE peuvent participer à une intervention unique ou à plusieurs interventions de courte durée. Par exemple, les interventions des SAE comprennent des activités comme l'aide à la recherche d'emploi, la préparation aux entrevues ou l'élaboration de plans de retour au travail. Dans le cadre du programme de groupe, les participants de l'ICTA bénéficient d'activités d'aide à l'emploi (rédaction de C.V.; préparation aux entrevues; services-conseils; clubs de recherche d'emploi, etc.) et de services de soutien à l'employabilité (acquisition de nouvelles compétences, préparation au travail autonome, amélioration des compétences essentielles, expérience de travail, mise en valeur du potentiel directement auprès des employeurs, etc.). En outre, tous les projets de l'ICTA offrent un soutien du revenu aux participants sous forme d'allocations, de salaire ou de subventions salariales.

Fonds du Plan d'action économique

Dans le budget de 2009 : Le *Plan d'action économique du Canada* (PAE), le financement de l'ICTA a été bonifié de 60 millions de dollars et les critères d'admissibilité des collectivités ont été revus. Grâce à ces deux mesures combinées, le nombre de participants à l'ICTA est passé de 2 322 à 11 594 et l'admissibilité des collectivités touchées par le ralentissement économique s'est accrue.

Dans le budget de 2009 : Le *Plan d'action économique du Canada*, le financement de l'ICTA a été bonifié de 60 millions de dollars sur trois ans et l'admissibilité des collectivités a été revue de façon à inclure toutes les villes et municipalités de 250 000 habitants ou moins, sans égard à la région métropolitaine de recensement de la ville ou de la municipalité¹³.

Compte tenu des données administratives, il est impossible de distinguer l'incidence sur le nombre de participants des fonds obtenus dans le cadre du Plan d'action économique et de l'élargissement des critères d'admissibilité des collectivités. Grâce à ces deux mesures combinées, le nombre de participants est passé de 2 322 à 11 594.

¹³ Avant le 1^{er} avril 2009, les petites villes et municipalités situées dans une région métropolitaine de recensement dont la population s'élevait à plus de 250 000 habitants n'étaient pas admissibles.

7. Conclusions et recommandations

L'évaluation a permis de conclure que l'ICTA est nécessaire. Les travailleurs âgés qui vivent dans de petites collectivités vulnérables sont surreprésentés dans les secteurs de l'exploitation des ressources qui sont touchés par une réduction des effectifs. Ils courent un plus grand risque de se retirer prématurément de la population active puisqu'ils vivent dans des collectivités éloignées peu diversifiées sur le plan économique. Leur présence continue au sein du marché du travail est importante, car ils constituent une source de main-d'œuvre qui pourra servir à contrer les pénuries de main-d'œuvre qualifiée prévues.

Constatations relatives aux principaux résultats de l'ICTA – Comparaison des résultats avant et après la participation

L'évaluation a permis de déterminer que le programme avait atteint son objectif, lequel consistait à « soutenir les travailleurs âgés au chômage résidant dans des collectivités vulnérables grâce à des activités destinées à les aider à retourner au travail [...] Là où il est peu probable que des emplois soient immédiatement créés, les activités peuvent viser à accroître l'employabilité des travailleurs âgés et à faire en sorte qu'ils demeurent des participants actifs et productifs sur le marché du travail pendant que leur collectivité traverse une période d'adaptation. » Les participants ont indiqué que leur participation à l'ICTA leur avait permis d'accroître leur employabilité. Le taux de satisfaction à l'égard du programme était élevé, et, en général, les participants ont déclaré que les compétences acquises grâce à leur participation aux projets étaient liées aux possibilités d'emploi offertes dans leur région. Par exemple, 69 % des participants estimaient avoir de meilleures perspectives d'emploi après leur participation, et 64 % étaient d'avis que les compétences acquises étaient liées aux possibilités d'emploi offertes dans leur région. De plus, la majorité des anciens participants à l'ICTA (82 %) étaient satisfaits des activités réalisées et de la formation reçue dans le cadre du programme. Dans l'ensemble, 75 % des répondants à l'enquête ont trouvé un emploi rémunéré après leur participation à l'ICTA. L'évaluation a révélé que la majorité des participants ayant trouvé du travail avaient généralement trouvé l'emploi qu'ils voulaient et qu'environ la moitié d'entre eux avaient changé de secteur d'activités. L'examen des résultats des participants deux ans après leur participation à l'ICTA a révélé que ces derniers avaient vu leurs revenus annuels diminuer de 1 600 \$ comparativement au revenu total moyen qu'ils touchaient pendant l'année précédant leur participation, soit 12 800 \$.

L'évaluation a aussi permis de constater que lorsque les travailleurs atteignaient le seuil de qualification pour d'autres sources de revenu, comme leur pension, le RPC et la SV, leurs revenus d'emploi diminuaient en conséquence. Les résultats portent à croire qu'à mesure que les travailleurs vieillissent, leurs revenus d'emploi décroissent et sont remplacés par des revenus provenant d'autres sources que l'emploi. Par exemple, les travailleurs de 65 ans et plus ont touché le revenu total moyen le plus élevé tandis que les travailleurs de 55 à 59 ans ont gagné le revenu total moyen le plus faible.

Impacts différentiels et attribution du programme

L'ICTA a atteint les résultats escomptés, et ceux-ci se comparent avantageusement à plusieurs des résultats obtenus par les membres du groupe de comparaison. En examinant l'incidence de l'ICTA sur les résultats des participants à l'aide de la méthode définie précédemment dans le rapport, il a été établi que les participants à l'ICTA étaient plus susceptibles d'occuper un emploi après leur participation, et ce, par un écart de six points de pourcentage comparativement aux travailleurs âgés ayant participé à une intervention à traitement restreint des SAE dans le cadre d'autres programmes.

L'évaluation souligne aussi les défis auxquels font face les travailleurs âgés. Selon l'évaluation, rien n'indique que la participation à l'ICTA entraîne de meilleurs ou de pires résultats en matière de revenus d'emploi annuels que la participation aux interventions des SAE. De plus, l'analyse des impacts différentiels a permis de conclure que, comparativement à la participation aux interventions des SAE seulement, la participation à l'ICTA n'avait aucune incidence supplémentaire sur le recours aux prestations d'assurance-emploi ou d'aide sociale. Cette conclusion concorde avec celles d'un vaste éventail d'études rigoureusement conçues qui ont examiné les programmes d'aide à l'adaptation dans d'autres pays.

Recommandations

Constatation n° 1 : Bien qu'une analyse limitée des impacts différentiels ait été réalisée dans le cadre de l'évaluation au moyen d'une méthode novatrice, il aurait été possible de mener une analyse plus opportune et rigoureuse si les numéros d'assurance sociale (NAS) des participants avaient été recueillis de façon à faciliter l'identification des participants et l'établissement de liens entre les données. *L'Évaluation formative de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (2010)* recommandait la collecte des NAS des participants. Le fait de ne pas connaître le NAS des participants limite la portée de toute future évaluation.

Recommandation n° 1 : *La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme sollicite la participation des intervenants clés pour étudier la possibilité de recueillir le numéro d'assurance sociale (NAS) des participants au cours des années à venir.*

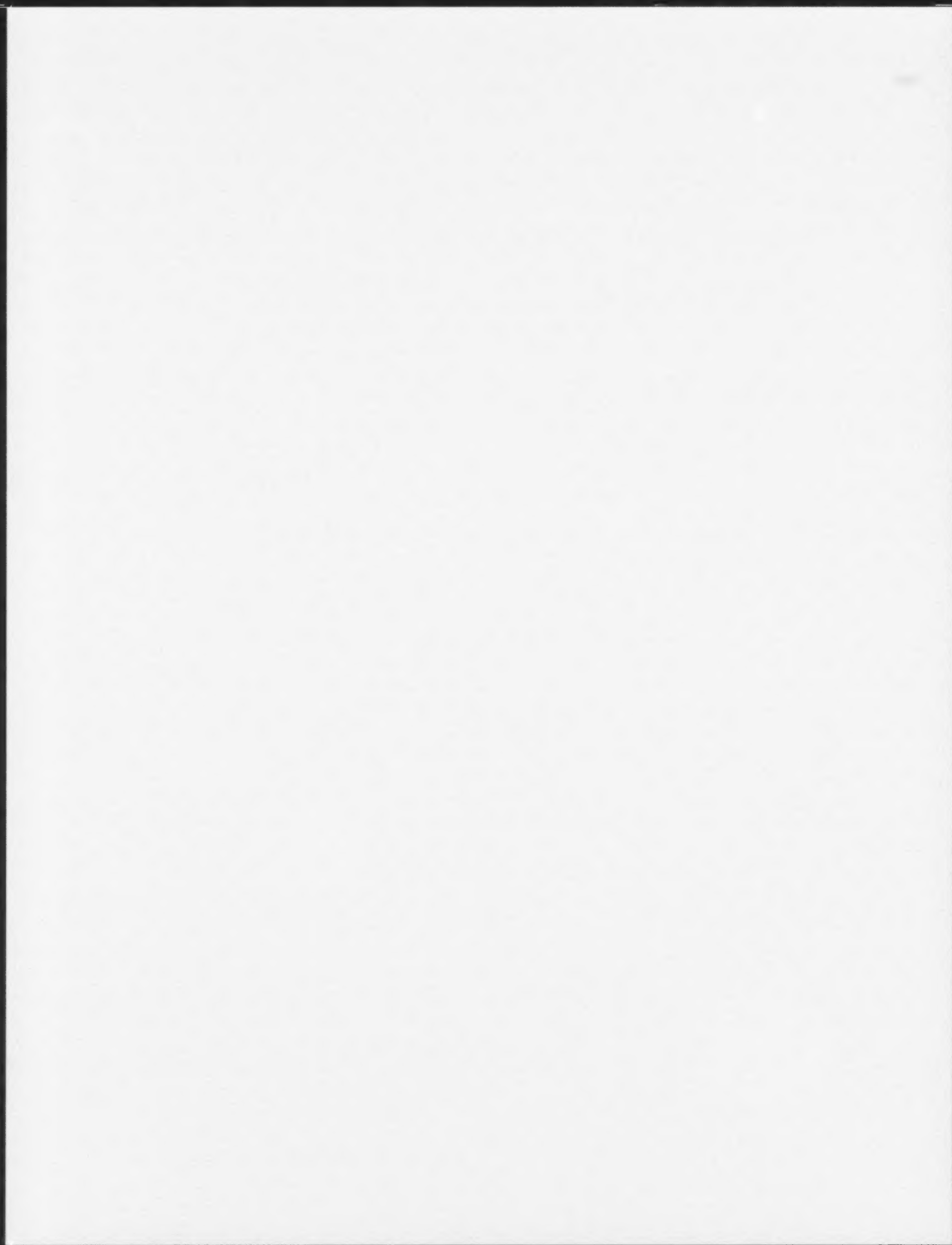
Constatation n° 2 : L'évaluation a révélé des incohérences relatives à la collecte de données administratives entre les différentes administrations. La diversité des champs de données et des plateformes utilisés par les provinces et les territoires a créé des problèmes lors de la fusion des données aux fins de l'analyse globale.

Recommandation n° 2 : *La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme s'efforce d'améliorer les méthodes actuelles en ce qui concerne la réception et la saisie des renseignements sur les clients provenant des différentes administrations.*

Constatation n° 3 : D'autres recherches sont nécessaires pour permettre une meilleure compréhension du rapport coût-efficacité de divers types de programmes du marché du travail pour les travailleurs âgés, dont l'ICTA, au Canada et à l'étranger. En moyenne, la durée de la participation à l'ICTA est de 4,4 mois. Chaque intervention des SAE s'étend en moyenne sur une période de six semaines (les clients des SAE peuvent participer à plusieurs interventions). La distinction entre les clients des SAE et de l'ICTA est importante : les clients des SAE bénéficient de divers services pouvant comprendre l'aide à la recherche d'emploi, la préparation aux entrevues, l'évaluation et la reconnaissance des acquis ainsi que des formations de courte durée en informatique, tandis que les participants de l'ICTA bénéficient d'un ensemble d'interventions plus intensives visant leur réintégration dans le marché du travail. Par exemple, dans le cadre du programme de groupe, les participants de l'ICTA ont bénéficié d'activités d'aide à l'emploi (rédaction de curriculum vitae; techniques d'entrevue; services-conseils; clubs de recherche d'emploi, etc.) et de services de soutien à l'employabilité (acquisition de nouvelles compétences, préparation au travail autonome, amélioration des compétences essentielles, expérience de travail, mise en valeur du potentiel directement auprès des employeurs, etc.). En outre, tous les projets de l'ICTA offraient un soutien du revenu aux participants sous forme d'allocations, de salaire ou de subventions salariales.

Recommandation n° 3 : *La Direction de l'évaluation recommande que le secteur de programme continue d'examiner les publications internationales sur les programmes du marché du travail offerts aux travailleurs âgés afin de déterminer quelles leçons apprises et pratiques exemplaires pourraient être appliquées à l'ICTA de façon à produire des résultats des plus rentables.*

Dans l'ensemble, les conclusions de l'évaluation sommative avant et après la participation à l'ICTA montrent que le programme aide les travailleurs âgés au chômage qui vivent dans de petites collectivités vulnérables à réintégrer le marché du travail ou à améliorer leur employabilité. Les participants se sont dits très satisfaits du programme, et ils étaient plus susceptibles d'occuper un emploi après leur participation à l'ICTA que les membres du groupe de comparaison, et ce, par un écart de six points de pourcentage. La mise en œuvre des recommandations devrait apporter des améliorations qui permettront d'effectuer les prochaines évaluations de façon plus efficace et pourraient rentabiliser les interventions.



8. Annexe A

Affectation budgétaire par province et territoire – 2007-2008 à 2011-2012

ICTA	Date de signature de l'entente d'origine	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total des fonds alloués de 2007 2008 à 2011-2012
Province/territoire		Nouvelle affectation	Nouvelle affectation	Nouvelle affectation	Nouvelle affectation	Nouvelle affectation	
Terre-Neuve-et-Labrador	31 août 2007	1 552 018	1 034 679	2 376 527	2 359 365	2 380 282	9 702 871
Nouvelle-Écosse	30 janvier 2007	1 152 409	1 152 408	1 937 306	1 923 898	1 940 237	8 106 258
Île-du-Prince-Édouard	12 mars 2007	400 000	346 378	535 149	531 459	535 959	2 348 945
Nouveau-Brunswick	14 décembre 2007	1 575 410	1 050 274	1 941 212	1 927 308	1 944 252	8 438 456
Québec	23 octobre 2006	10 000 000	5 000 000	13 327 141	13 239 301	13 346 355	54 912 797
Ontario	21 septembre 2009	—	—	16 407 751	16 310 319	16 429 066	49 147 136
Manitoba	21 août 2009	—	—	1 066 120	1 058 331	1 067 822	3 192 273
Saskatchewan	28 mai 2007	727 374	727 000	990 824	983 872	992 343	4 421 413
Alberta	27 septembre 2010	—	—	—	5 629 348	2 828 636	8 457 984
Colombie-Britannique	19 juillet 2007	5 205 491	2 964 261	5 881 083	5 838 283	5 890 448	25 779 566
Territoires du Nord-Ouest	29 juin 2007	285 000	375 000	487 500	484 300	488 200	2 120 000
Yukon	13 mars 2007	400 000	260 000	487 500	484 300	488 200	2 120 000
Nunavut	12 août 2009	—	—	487 500	484 300	488 200	1 460 000
Total	—	21 297 702	12 910 000	45 925 613	51 254 384	48 820 000	180 207 699
Source : Programmes d'emploi destinés aux clients de l'assurance-emploi et aux travailleurs âgés, Programmes d'emploi et de partenariats, Direction générale des compétences et de l'emploi, EDSC.							